

LE NUMERO : 50 F

BIMESTRIEL N° 53 — SEPTEMBRE-OCTOBRE 1990

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 53
SEPTEMBRE-OCTOBRE 1990

Publication des
Edtions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
Dépôt : 41, rue de la Harpe
Tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction :
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
P.-A. AGARD
Ch. JACQUIER
T. MARICOURT
J. PAPP
G. PELLETIER
G. POTVIN
J. SAUSSAYE
J. SIGOT
Ch. VINCENT

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette revue sont
résumés et indexés dans HISTORICAL
ABSTRACTS and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
14, rue de Nanteuil
75015 Paris - Tél. 45.32.06.23

Imprimé en France

Maquette et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Plus, sans doute, que la soif de liberté, les inégalités sociales sont à la source de la plupart des révolutions. Dans les sociétés antiques, le partage était simple : beaucoup pour peu, rien ou presque pour le plus grand nombre. Un ordre de fer pesait sur les cités; religion, lois, coutumes faisaient accepter cet état de choses aux plus démunis comme un fait naturel -voire divin. Spartacus reste un cas rare; encore ses gladiateurs, pour la plupart captifs étrangers, avaient-ils pour premier objectif de rentrer chez eux.

Puis, dans ce schéma élémentaire, après quelques siècles, une nouvelle classe sociale s'établit : prestataires de services en tous genres, les bourgeois se sont fait une place au soleil. Et l'échelle sociale ne cessera plus de s'augmenter de nouveaux barreaux. Jusqu'au 19ème siècle, des riches (propriétaires nobles ou non, industriels, affairistes...) aux prolétaires, cela ne change guère malgré les soulèvements, révoltes, révolutions qui profitèrent surtout à la classe bourgeoise.

Enfin, -et c'est là que l'histoire et l'actualité se rejoignent- les inégalités sociales se répartissent aussi géographiquement à la surface du globe. Pays "riches", pays "en voie de développement" et, il faut bien en convenir, pays où le développement industriel n'apportera jamais une once d'enrichissement local et collectif. Voici que notre échelle se transforme en quadrillage dont la bigarrure sur une mappemonde prédit avec évidence l'échec de toute solution partielle.

Ainsi le manoeuvre maghrébin, l'ouvrier est-allemand, le peon mexicain s'efforcent-ils de passer à tout prix la porte des pays mieux nantis, tandis que le métallo, l'employée de bureau, le cadre moyen de France ou de RFA cherchent à s'élever sur l'échelle sociale de leur propre pays, en prenant soin de ne pas retomber sur l'échelon "chômage"...

Les uns cherchent surtout à vivre (souvent, à survivre) et se déplacent dans l'espace, dans l'espoir de trouver du travail, source de mieux-être; les autres visent à se déplacer vers le haut, c'est-à-dire dans l'avenir, car on voit bien que l'ascension sociale permet avant tout de profiter de tout ce que nous propose le progrès technique. Ainsi se forme une large classe sociale nouvelle, formée d'esclaves volontaires ayant pour chaînes l'électroménager, les bagnoles, le logement, les vacances...

Mais y en aura-t-il pour tout le monde ?

Georges POTVIN

4ème de couverture : Article prophétique d'Han RYNER paru dans "Le Grand Guignol" N°33 de 1926 p. 52

50 ANS APRES...

LE RÉGIME DE VICHY ET LES FRANÇAIS



C'est sur ce thème que fut organisé à Paris, du 11 au 13 juin 1990, sous l'égide du CNRS, un colloque international avec la coordination de François Bédarida, directeur de l'Institut d'Histoire du Temps présent. Regroupant les meilleurs spécialistes de la question, cette réunion a été sans aucun doute parmi les plus importantes manifestations mises en oeuvre pour rappeler la défaite de la France et de la République il y a 50 ans : une cinquantaine de communications, des rapports de synthèse et des tables-rondes avec de nombreuses interventions de l'assistance.

Depuis le colloque précédent tenu en mars 1970 sur "Le Gouvernement de Vichy et la révolution nationale (1940-1942)" la *mémoire savante* s'est enrichie considérablement, surtout par des travaux français, mais aussi américains, britanniques et allemands. Sont apparus en même temps des centres d'intérêt et des éclairages nouveaux. C'est que chaque génération ou entité sociale et culturelle revisite (ou évite) l'expérience du passé, selon ses besoins et ses possibilités.

Mais dans l'ensemble, la connaissance de la période 1940-1944 s'est poursuivie à la fois par "en haut" et "d'en bas", en intégrant l'étude de la France de Vichy et de la France sous Vichy; c'est sur ce dernier point que les progrès de la recherche ont été les plus importants, comme l'a précisé le rapport général. Après l'analyse de l'oeuvre accomplie depuis 45 ans, les communications et les débats ont porté sur la nature du régime de Vichy puis sur l'opinion publique et les rapports entre le pouvoir et la société. Vu l'ampleur du sujet, le compte-rendu qui suit se réduit au développement des deux premiers aspects du colloque.

L'historiographie de Vichy

Elle a évolué depuis la Libération selon les affrontements idéologiques, la politique éditoriale et surtout l'accessibilité aux sources : jusqu'à la fin des années 70, les archives sont tenues en France pour des secrets d'Etat.

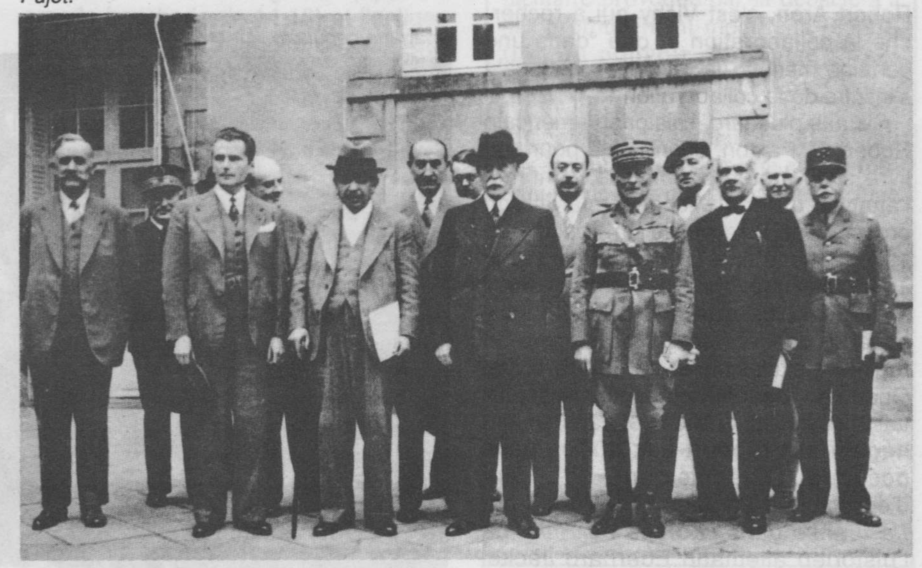
Cinq périodes peuvent être distinguées au fil des publications.

Les lendemains de la guerre sont fortement marqués par l'épuration. C'est en quelque sorte la poursuite au grand jour du combat entre résistants et collaborateurs, où l'argumentaire se constitue selon les différentes nuances de la mémoire résistante : gaulliste, communiste, nationaliste, démocrate-chrétienne et humaniste-laïque.

Un livre de Raymond Aron paru en 1945 se veut toutefois plus détaché en adoptant des critères objectifs fondés sur la chronologie.

Dans les années 1950, la guerre froide favorise le retour en force de l'*esprit de Vichy*. Pendant plus de dix ans deux auteurs occupent l'avant-scène : André Siegfried et Robert Aron, ce dernier avec *l'Histoire de Vichy 1940-44*, qui connaît une large diffusion. Bien documenté, mais sans indication des sources, l'ouvrage de R. Aron laisse sous-entendre plusieurs thèses qui résisteront d'autant plus aux épreuves du temps que le livre se présente comme un récit et que ses thèses réconfortent la masse des attentistes : Pétain a su finasser avec Hitler en déjouant ses offres de collaboration tout en gardant des liens avec Londres; il personnifie le "double-jeu", le bon Vichy du "bouclier" contre tout ce que représente Laval. Le méchant. Pour l'essentiel, le lecteur y retrouve la formule de Siegfried : "il y a donc un Vichy de

Le gouvernement Pétain du 11 juillet 1940.
De gauche à droite au premier rang : Caziot, Baudouin, Laval, Pétain, Weygand, Lemery, Colson.
Au deuxième rang : Darlan, Pietri (caché), Alibert, Marquet, Bouthillier, Mireaux, Ybarnegaray, Pujot.





Affiche significative de l'esprit de revanche : la France du maréchal prend la place de la France alcoolique, paresseuse, juive, franc-maçonne, antimilitariste du Front populaire.

Pétain et un Vichy de Laval".

A l'ombre de ces auteurs, un article de l'américain Stanley Hoffman paru en 1956 (*La droite à Vichy*) a eu beaucoup moins de retentissement. Tout en admettant l'évolution de l'Etat Français, l'étude soulignait l'unité profonde, "le déterminisme impitoyable" entre le "Vichy nationaliste et traditionnaliste de l'été 40 et le Vichy fasciste et collaborateur du printemps 44".

Aux environs de 1970, commence une période décisive des publications. D'abord, en réaction à la mémoire gaulliste, le P.C.F. rompt le silence. Son analyse de Vichy repose sur des arguments de patriotisme et de classe. Dans cette optique, Vichy est finalement une "variante du fascisme".

Mais ce qui met en cause la crédibilité des thèses de Robert Aron, en milieu universitaire en tout cas, c'est l'exploitation des archives allemandes et américaines. Ainsi, le *Vichy année 40* d'Henri Michel (1966) est étayé par les papiers de la commission d'armistice de Wiesbaden et des archives de la Wilhelmstrasse. L'auteur démontre que, contrairement à ce qui a été accrédité avec Robert Aron, c'est Vichy qui a recherché la collaboration et que "dans une certaine mesure, la révolution nationale s'inspire de la collaboration".

Six ans plus tard, l'historien américain Robert O. Paxton, connu déjà pour son livre sur *l'Armée d'armistice*, confirme l'analyse d'Henri Michel et élargit son propos. Son livre publié en français en 1973, sous le titre *La France de Vichy 1940-1944* provoque des controverses surtout parce que l'Etat Français y apparaît dans sa spécificité comme un régime d'exclusion et de guerre civile. Quand on regarde notamment la déportation des Juifs, le bilan est franchement négatif par rapport aux autres pays occupés. Précisément, la vue d'ensemble a été fournie dès 1968 par *La France dans l'Europe de Hitler* de l'historien allemand Eberhard Jäckel (corroborée I5 ans plus tard par les publications de J.B.Duroselle), tandis qu'un ouvrage d'Yves Durand (*Vichy I940-I944*) contemporain à celui de Paxton analysait les pratiques du régime et esquissait une chronologie de l'opinion publique.

Dernier moment notable de la production historique de ces années, le colloque tenu en mars I974 : le choix des limites chronologiques (I940-I942) montre que l'on restait bien dans la logique aronienne supposant donc un "bon" et un "mauvais" Vichy de part et d'autre de la date du retour de Laval en avril I942. Peut-être croyait-on pouvoir assigner une place à part à certains aspects de la politique pétainiste (famille, jeunesse, politique sociale...). A l'opposé de cette vue, Henri Michel ne cessait de rappeler que "la révolution nationale est inséparable de la politique de collaboration".

La quatrième étape historiographique a vu se multiplier et se diversifier les travaux sur Vichy qui, à des degrés divers, concourent à définir la nature et la spécificité du régime.

Lorsque les Allemands commencèrent en 1942 la déportation et l'extermination systématiques des Juifs, l'antisémitisme rival de Vichy leur offrit une aide plus importante que celle qu'ils reçurent dans tout autre pays d'Europe, plus même que de la part de pays alliés tels que la Hongrie et la Roumanie. Après avoir demandé aux Allemands, pendant des années, de reprendre leurs réfugiés, les dirigeants de Vichy leur offrirent de leur livrer les juifs étrangers de la zone non occupée, ce que seule la Bulgarie, en Europe orientale, fit dans les mêmes proportions.

(...)

Existait-il raisonnablement d'autres choix ? Les apologistes de Vichy affirment qu'un refus catégorique, dans un domaine qui mettait si profondément en jeu les passions des nazis, aurait précipité "le pire". Les Allemands auraient livré la France aux fanatiques de la droite à Paris et les nazis auraient intensifié les arrestations et les déportations. Sur le premier point, il est acquis que Vichy a fait une erreur de calcul. Dans toute l'Europe, les Allemands ont eu la sagesse de préférer les dirigeants conservateurs et nationalistes aux aventuriers fascistes. Les nazis savaient que leurs satellites fascistes opéreraient une nouvelle saignée dans les ressources de l'Allemagne en plongeant leur pays dans le chaos, la guerre civile et l'expantionnisme...

Marrus & Paxton, *Vichy et les Juifs*, Calmann-Lévy 1981 (p.511-512)

La nature de l'Etat français

S'il arrive encore que l'on s'inspire de la dichotomie aronienne pour insister notamment sur l'évolution institutionnel-

Imagerie populaire : Le maréchal et l'école.





Un camp français d'internement : Le camp de Pithiviers.

le et le poids relatif des individus et des forces sociales, il semble maintenant bien établi que dans ses trois aspects : un maréchal prestigieux, un projet politique d'ordre nouveau et des gouvernements qui se succèdent, le régime de Vichy possède une unité profonde.

Sans les choix de l'été 40, consolidés et élargis par tout un arsenal législatif sous l'amiral Darlan, la collaboration policière après le retour de Laval ainsi que la participation de la France à la "solution finale" n'auraient pas été possibles.

Si Laval s'exprime avec plus de franchise sinon avec plus de courage que Pétain sur des questions difficiles, c'est ce dernier qui convient le mieux à Hitler, qui a besoin de sa popularité et de sa position ambiguë. Quand, le 13 décembre 1940, Laval a été écarté, c'est que son impopularité gênait la collaboration sur laquelle il était profondément d'accord avec Pétain.

Car la personne du Maréchal apparaît comme le résumé idéal de tendances profondes de l'esprit public français, la résurgence de sentiments élémentaires au milieu du malheur national : la terre de France, une forme primaire de patriotisme, l'horreur de la guerre (après la grande boucherie de 14-18) et l'antigermanisme. Par l'adhésion de tous ces sentiments à sa personne, la fonction centrale du Maréchal Pétain, que le renouveau actuel du genre biographique permet de mieux connaître, serait un rôle catalyseur, un visage de consensus face à l'opinion.

Or, il y a un grand écart entre ce que voyait l'opinion et ce que faisait réellement Pétain.

Pour expliquer la confusion, aux raisons déjà évoquées on peut ajouter la croyance dans le "double-jeu" ou encore cette habitude qui admet toujours que le roi est bon, et que c'est l'entourage qui est mauvais; il y avait aussi l'habileté avec laquelle les Allemands ont su entretenir et utiliser l'opposition entre les collaborationnistes parisiens et l'Etat collaborateur.

Vieux Romains et jeunes cyclistes

Cette distinction entre les anciens et les modernes, que l'on doit à Moysset (*), est certes schématique, mais s'adapte assez bien à la trame chronologique.

A Vichy, on refusait du monde : c'était à qui se voulait le plus maréchaliste. Un point commun unissait cette cohue: les revanches à prendre. Stanley Hoffmann caractérise le régime de Vichy comme la "grande revanche des minorités", Bernanos parlait plus férocement de la "révolution des ratés". La droite s'étala grassement en faisant une petite place à quelques syndicalistes qui avaient suivi Belin, ex-secrétaire général adjoint de la CGT, promu ministre du travail. Toutes les droites étaient bien là : des ultras quelque peu assagis (Marion du PPF, Saivre des Jeunesses patriotes, etc.), des maurrassiens (Alibert, etc.), de solides réactionnaires (Weygand, Xavier Vallat, etc.) et également ceux qui s'étaient piqués de libéralisme à l'image de Romier de l'Institut et du Figaro.

Jean-Pierre Azema, *De Munich à la Libération 1938-1944*, Seuil 1979 (p.86-87)

(*) Moysset déclarait à Darlan :"Votre ministère me rappelle l'enseigne d'un café de ma vieille ville de Ségala : *Aux nouveaux cyclistes et aux anciens Romains*".

Des Français, qui ne sont d'accord sur rien d'autre, se sont mis ensemble pour dénoncer l'épuration, bien qu'ils l'aient fait, assurément, pour des raisons très différentes. Aux yeux de beaucoup de résistants, ce fut une série de mesures timorées et pleines de compromis qui firent perdre à la France sa meilleure chance de renouvellement. Pour d'autres (surtout les vichyssois), ce fut une débauche de vengeance et d'esprit partisan qui déforma la IVe République dès sa naissance. Les vingt années écoulées ont peu modifié les jugement de ceux qui se sont crus trahis par l'indulgence excessive de l'épuration, ou de ceux qui se sont sentis les victimes de son excessive sévérité.

Peter Novick, *L'épuration française 1944-1949*, Balland 1985 (P.298).

Au demeurant, la mise en relief de cette opposition conduit à définir la Révolution Nationale comme un régime à la fois rassembleur et persécuteur, l'effort d'unir les Français autour des valeurs traditionnalistes étant indisso-

Observé dans une perspective proprement historique, Vichy révèle ce qu'il a de commun avec les autres régimes de son temps, le temps des fascismes. L'Etat français, dans ses structures, correspond à l'époque des mutations capitalistes liées à la crise de 1929, dont la guerre est un prolongement dramatique. La "personnalisation" du pouvoir, le développement d'une idéologie destinée avant tout aux classes moyennes sont conforme à la nécessité pour les classes dirigeantes, en période de mutation, de bloquer l'évolution sociale et de neutraliser les mécontentements provoqués par les difficultés économiques.

(...)

Le bouleversement politique spectaculaire provoqué par la débâcle n'a pas profondément modifié la répartition du pouvoir réel entre forces socio-économiques.

(...)

Cependant, ce régime a été établi par ses fondateurs sur une erreur fondamentale : ils ont cru la guerre finie en 1940 et qu'il leur serait possible de construire, grâce aux circonstances, une France selon leurs voeux, dans la paix négociée avec le vainqueur. Or, beaucoup plus que par leurs projets, toute leur entreprise va être dominée par la force des choses créées par la débâcle, l'occupation, l'évolution de la guerre.

Yves Durand, *Vichy 1940-1944*, Bordas 1972 (p 143-144)



Propagande en faveur des mouvements de jeunes.

ciable du rejet de "l'anti-France" : le juif, l'étranger, le franc-maçon, le communiste, le gaulliste... Mais si, chez les parisiens, la haine jaillit directement, à Vichy l'exclusion s'exprime "en creux" dans les discours du Maréchal et dans la froide rationalité des décrets et des circulaires.

L'exclusion est "consubstantielle" au régime, au delà de ses modalités que la conjoncture de l'occupation a pu engendrer. Il y a plusieurs Vichy, mais qui ne font qu'un : voir le rapport intime entre le fonctionnement interne du régime et son évolution ou le lien de cause à effet entre la défaite et l'arrivée au pouvoir de Pétain.

De même, l'erreur sur l'issue de la guerre, qui a conditionné tant de choix essentiels, découle de l'idéologie du régime.

Une idéologie à maints égards autochtone, comme l'antisémitisme, resté il est vrai un sujet marginal dans l'historiographie française, ou l'hostilité à la démocratie élective; ou encore l'ordre, une véritable obsession que les circonstances n'ont fait qu'exacerber.

Autant d'éléments qui renvoient à des valeurs, à des forces sociales et politiques. L'occupation comme révélateur leur donne plus de netteté.

Les valeurs de Vichy

L'ordre et l'autorité, c'est la place éminente des officiers parmi les élites. Le régime est marqué par leur vision du monde : une société hiérarchisée, sans politique, qui dissout la communauté et engendre le désordre...

Sources d'initiatives, pierre angulaire du nouvel Etat français, l'armée contribue à donner ses traits originaux à la Révolution Nationale, en particulier par son projet de réforme intellectuelle et morale. Tandis que "le grand soldat préside aux destinées de la Patrie", de larges interpénétrations se produisent entre la société civile et militaire, et se constitue un vaste espace paramilitaire... Chantiers de Jeunesse, Compagnons de France, mouvements de jeunesse, Légion française des Combattants, LVF, Légion tricolore, GMR, sans compter les milices des partis fascisants".

Il y a là plus qu'une ambiance et des oripeaux. Depuis la Légion des combattants en passant par le SOL (Service d'Ordre Légionnaire dont le chef Joseph Darnand, fut un soldat prestigieux de la Grande guerre), la genèse de la Milice est comparable à celle des SA et des SS. Instrument de guerre civile au-dedans, elle a son répondant à l'extérieur avec les croisés de la LVF. Ce sont les aspects les plus visibles de cette tentation fasciste des années 30 de la droite française dont il a été souvent question au cours du colloque. Pour rendre au problème sa juste dimension, Stanley Hoffmann a rappelé une constance dans l'histoire de ce pays, à savoir que la droite a toujours su mettre entre parenthèses le libéralisme dès que l'ordre était menacé. Elle a su également, par une sorte de porosité, oublier les nuances et les divisions entre ses différentes composantes. Régime de crise et de revanche, Vichy est bien dans *la lignée française des régimes bonapartistes et la norme européenne des dictatures conservatrices où se mêlent persistances de l'ancien régime et éléments fascistes... Toutes les droites sont là, cléricales ou laïques, politiques ou socio-professionnelles, extrêmistes ou modérées, quasi-unanimes, à quelques hérétiques près, en 1940.*

> Dans le cas de Vichy, ce qui frappe le plus, c'est que la plupart des Français font une nette différence entre Pétain et ses ministres. Les deux vice-présidents du Conseil sont pris comme cibles par des "terroristes" : Laval, qui n'était d'ailleurs plus au pouvoir, s'en tire avec une blessure, le 27 août 1941 à Versailles; Darlan est tué à Alger en 1942, la veille de Noël. Pétain, au contraire, attire encore des foules chaleureuses bien après l'occupation totale du pays, et non pas seulement dans les villes traditionnalistes comme Nancy (26 et 27 mai 1944), mais dans un Paris frondeur, le 26 avril 1944, c'est-à-dire quatre mois avant la Libération. La présence de Pétain, vainqueur de la guerre de 14, si économe du sang français, rempart contre la révolution, père avisé, reste la caution morale du régime quand tous les autres dirigeants se sont depuis longtemps discrédités.
>
> Robert O.Paxton,
> *La France de Vichy 1940-1944,*
> Seuil 1973 (p.226).



"Le grand soldat préside aux destinées de la patrie" : photo de propagande, soldats de la LVF contemplant l'image du chef de l'Etat.



Un centre d'engagement des "volontaires français contre le bolchévisme".

Le grand capital est donc tout à fait à son aise dans le monde de Vichy. Le spectre de la révolution sociale, entrevu avec effroi en 1936, appartient à un passé qu'il peut croire révolu. Désormais il est débarrassé de la crainte des grèves, devenues illégales, et il n'a plus à faire front contre l'hostilité permanente des syndicats ouvriers. Puisque la plus haute autorité de l'Etat, le maréchal Pétain, a déclaré qu'il entrait dans la voie de la collaboration, pourquoi se priver de commercer avec l'occupant ? Les fonctionnaires de Vichy se plaignent fréquemment de la désinvolture avec laquelle les industriels acceptent docilement, ou sollicitent, les commandes allemandes.

Henri Michel,
Pétain et le régime de Vichy,
PUF 1978 (p.105).

Côté gauche, ce sont en revanche des dissidents qui se bousculent au portillon du pouvoir, "syndicalistes", "socialistes" et autres "néos".

Parmi les soutiens de Vichy, l'Eglise catholique ne saurait être placée au même rang que les autres élites politiques ou intellectuelles. L'Eglise a gardé toute son organisation et le régime liberticide n'a pas entravé la liberté religieuse. Le rapport consacré à la philosophie de la révolution nationale, tout en admettant que les catholiques sont un frein à la fascisation du régime, constate que la référence aux valeurs chrétiennes est un des traits les plus constants des groupes qui militent dans le cadre de Vichy. A l'opposé, l'auteur du texte portant sur le *Clergé catholique et régime de Vichy* insiste sur l'antigermanisme à essence nationaliste du clergé français et dissocie Collaboration et Révolution nationale; ce qui sous-entend que celle-ci ne serait pas le contenu de celle-là. La prudence infinie du haut-clergé fournit ample matière à la démonstration.

Une historienne de la résistance catholique a montré cependant le désengagement de la hiérargie catholique vis-à-vis du caractère mondial du conflit et le fait que l'intérêt de l'Eglise passait avant la conscience chrétienne.

Quant à la masse des fidèles, il semble qu'elle ait réagi le plus souvent comme le reste de la population. Avec tout de même un maréchalisme plus ostentatoire. Et surtout, à l'heure des choix, la conviction pétainiste (voir ordre nouveau...) de nombre de catholiques rejoignait le loyalisme de l'épiscopat à l'égard de l'Etat français.

On retrouve là le domaine de l'opinion publique qui a été abordé au cours du colloque de différentes manières : réalité apparente dont on peut suivre l'évolution et la distribution dans l'espace et la société; phénomène s'inscrivant dans la durée ou dans "la bataille du quotidien"; ou encore, fait historique que l'on peut

Et pendant que l'ouvrier rachète par son travail — un travail *manuel,* dont on salue sur tous les tons la profonde noblesse —, le soldat prisonnier, qui est posé, lui, comme majoritairement paysan, le soldat volontaire de la LVF ou de la Waffen SS donne son sang non seulement, comme il faut bien l'expliquer aux calculateurs, pour que "notre pays soit présent sur le champ de bataille, avant que la victoire soit définitivement acquise", non seulement, comme il faut bien l'expliquer aux intellectuels, parce que "l'Allemagne préserve l'occident, sa lumière, sa culture, ses traditions", mais parce que c'est à une véritable croisade que le Führer appelle les Européens.

Hantés par les souvenirs de la *Reconquista,* les franquistes français avaient déjà su mettre en avant, en 1936, cet argument auquel pouvaient être sensibles les héritiers de la droite chrétienne. Il se trouvera en 1941 au sein de l'église catholique des voix, non autorisées mais jamais blâmées, qui, allant plus loin qu'un épiscopat d'autant moins porté à la collaboration qu'il est plus explicitement engagé aux côtés du maréchal, entendront conférer à la cobelligérance la justification spirituelle qui lui manquait.

Pascal Ory, *Les collaborateurs 1940-1945,* Seuil 1976 (p.160-161).

Un prêtre bénit les miliciens (juin 1944).



L'humour sous Vichy

Il n'est pas bon d'être un "sale juif", mieux vaut être un "propre aryen".

* * *

Un Allemand achetait chaque matin son journal à la même marchande qui, sachant qu'il ignorait notre langue, lui disait avec le sourire :

"Tiens, le voilà ton canard, grand con !"

L'Allemand s'enquiert du sens de ce mot auprès d'un Français qui lui explique :

"Grand con, c'est le diminutif familier de grand conquérant."

Et le lendemain, l'Allemand répond à la marchande:

"Non, pas grand con, moi petit con..."

et il ajoute le bras levé :

"Hitler, lui, grand con !"

* * *

Pétain et Laval visitent une ville française. Acclamations enthousiastes qui ne s'adressent strictement qu'au Maréchal : "Vive Pétain ! Vive Pétain !".

Au retour, comme ils vont monter dans leur train spécial et que les acclamations se sont tues, on entend soudain un petit cri, un seul de "Vive Laval !"

— Tiens ! dit Pétain, vous ne m'aviez pas dit que vous étiez ventriloque ?

* * *

Le Bon Dieu donne à Mathusalem une permission de détente pour se rendre sur la terre. Le patriarche descend d'abord en Allemagne, mais il revient précipitamment au ciel : "Je me suis échappé de justesse, déclare-t-il, on allait mobiliser ma classe". Il repart en suite pour visiter la France mais revient encore plus vite : "Quand on a su mon âge, dit-il, on voulait me nommer Chef de l'Etat !".

saisir par le truchement de la propagande ou bien, sur le terrain de l'imaginaire social alimenté par des sources complexes.

Dans cette vaste matière, on relève par exemple la réfutation de "la légende de 40 millions de pétainistes en 1940 qui se seraient transformés plus ou moins rapidement en 40 millions de gaullistes-résistants en 1944". Il s'avère que l'occupation, la Révolution nationale et la personne de Pétain n'avaient pas la même priorité dans les différentes zones (nord, sud, zones rattachée, annexée, interdite...); l'esprit public change aussi avec le temps, où l'occupation totale du pays en novembre 1942 constitue un événement majeur. En intégrant aussi la diversité d'opinions selon les milieux sociaux, le rapporteur a pu délimiter six périodes dans cette chronologie. La tendance générale est que l'on dissocie, avec des décalages plus ou moins importants, l'attachement au maréchal et la politique gouvernementale. Derrière celle-ci, la collaboration prend dès Montoire une signification précise, pour les populations en tout cas qui vivent directement et quotidiennement les réalités de l'occupation. Mais le passage de la critique du régime à l'opposition active puis à la résistance fait intervenir d'autres facteurs comme "accélérateur". Entre le monde ouvrier que le régime de Vichy n'a jamais pu gagner réellement et les bourgeois du Nord qui se réfugient derrière Pétain par crainte d'une crise révolutionnaire, il existe aussi toute sorte de différences selon les groupes d'âges, les sexes ou les milieux associatifs et confessionnels.

En tout cas, malgré des moyens sans précédents mis en oeuvre par Vichy et les appareils nazis en vue de l'intoxication et du conditionnement des Français, le public se tourne très tôt vers la BBC. En sorte que le brouillage et les mesures de répression contre les diffuseurs de la propagande clandestine apparaissent de plus en plus, très visiblement depuis l'automne 1943, comme des signes révélateurs de l'échec du régime.

Julien PAPP

COURRIER DES LECTEURS

Paul Gérardy de Nanterre, nous cite une anecdote à propos d'un livre que nous proposions dans la rubrique *L'amateur de livres* de notre dernier numéro : Jean-Christophe de Romain Rolland, présenté aux enfants par Mme Hélier-Malaurie :

"Ce livre a existé en deux versions (cours élémentaire, cours moyen) et, en 1942, sous l'action de l'occupant et d'"Abébel Bobonnard" (*), le distingué ministre de l'Education Nationale, a été retiré des établissements scolaires par les chefs d'établissement eux-mêmes. Ma mère était dans l'enseignement, et c'est à ce titre qu'elle a pu récupérer ***tous*** *les bouquins maudits du groupe scolaire, pour nous chauffer. Cela brûlait, mais mal. Et le plus "grave", c'est qu'il n'en a pas été conservé un seul exemplaire des deux éditions. Autre acte moralement grave, au moment de l'Impôt Métaux Non Ferreux, la "Panthère blessée d'une flèche", en bronze, cadeau de mariage de mes parents, a disparu. Mon grand'père, dans sa foulée pétainiste, est allé porter ses douilles d'obus ciselées de Verdun (où il était conducteur de train de munitions Decauville à écartement de 60 cm). Il avait même rapporté de Verdun une quinzaine d'obus et de douilles entiers qu'il avait oubliés dans la cave, sous le charbon... Une semaine avant la Libération de Paris, il est allé, à l'Hôtel de Ville, applaudir Pétain (il y avait foule). Puis, une semaine après, il y est retourné applaudir Mongénéral (il y avait foule)..."*

(*) Abel Bonnard



Le 26 avril 1944, Pétain à Paris attire encore la foule, place de l'Hôtel de Ville.

Les loteries en France ou les marchands d'illusions



Billet du premier tirage de la Loterie Nationale rétablie en 1933.

Loterie Nationale, Tiercé, Quarté, Loto, Tapis vert et autre Roue de la Fortune, que n'invente-t-on aujourd'hui pour tenter le peuple dans son désir de s'enrichir ? Nous pourrions penser que ces jeux sont les sous-produits d'une *Société de consommation*, dans laquelle la perspective de s'enrichir sans effort appauvrit un grand nombre de dupes, jeux qui ne profiteraient, en fait, qu'à ceux qui les organisent. Or, ce mal n'est pas nouveau, les loteries existent depuis bien longtemps et malgré l'absurdité et le côté immoral de ces entreprises, la passion du jeu l'emporte. Quant aux gouvernements ils savent que c'est une source de revenus inépuisable... à ce qu'il semble.

Dans l'ancienne Rome, on jetait au peuple, après les spectacles donnés à l'occasion des saturnales, des tablettes de bois ou des coquillages sur lesquels étaient inscrits les dons qui devaient se distribuer. Néron et Titus offrirent ainsi des bêtes de somme, des esclaves, des sommes d'argent ou des objets précieux. L'empereur Héliogabale en y introduisant des dons ridicules comme des vessies, de la salade ou des mouches en fit un véritable jeu de hasard qui ne manquait pas de réjouir les Romains. On pourrait également citer le partage du butin sous les anciens Francs qui se distribuait au sort, mais, jusqu'au XVe siècle, aucun autre fait historique ne peut s'assimiler au jeu de loterie.

L'origine des loteries

Ce sont les marchands véniciens et gènois qui, au XVe siècle, eurent les premiers l'idée d'utiliser un système de loterie pour se défaire de leur marchandise difficilement vendable.

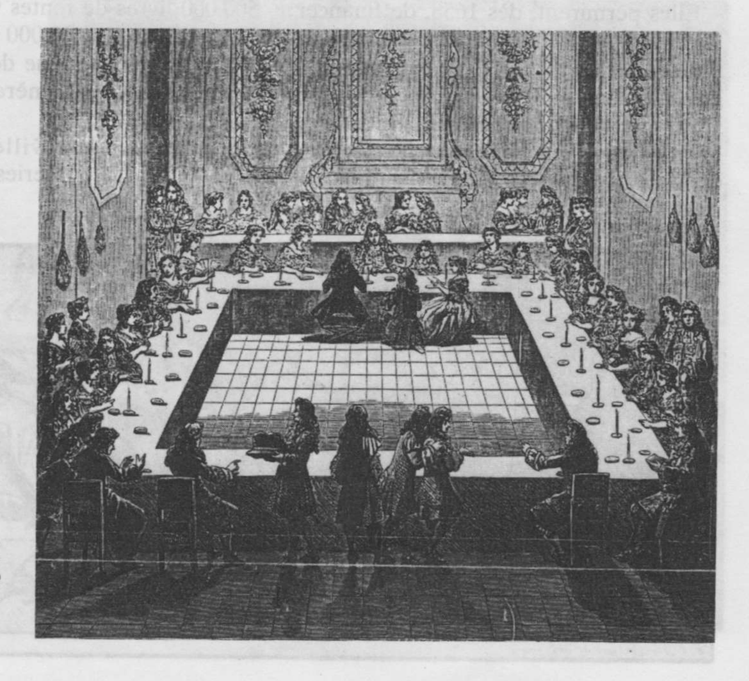
La première loterie de bienfaisance connue fut organisée à Malines, en Belgique, avec l'autorisation de Charles-Quint, le 13 septembre 1519. Puis, en 1527, ce fut celle de Lille, tirée sous le nom de *Loterie de l'Eglise Saint-Etienne*. Cette *Blanque* (1), comme on disait à l'époque, fut la première loterie qui eut lieu en France.

Ce sont les Italiens, venus à la suite de Catherine de Médicis en 1533, qui donnèrent l'idée à François Ier de rendre officielles les loteries pour renflouer (déjà) les caisses du royaume. Ainsi, le 21 mai 1539, le roi signa *L'édit de Châteauregnard* qui octroyait au sieur Jean Laurent la permission d'établir autant de loteries qu'il jugerait à propos, à charge pour lui de payer un droit annuel de 2000 livres tournois. François Ier confiait au Chancelier Poyet qu'en *"rabillant les affaires du royaume qui étaient fort décousues, cette loterie procurerait au peuple et aux bourgeois jeux et esbattemens honorables"* il ajoutait *"Pendant que mes sujets s'y livreront, ils oublieront fort à propos de s'injurier, de se battre et de blasphémer Dieu"*.

Il est bon de préciser qu'à cette époque, les lots se composaient de maisons, d'argenterie, de bijoux, de tableaux sur lesquels on vendait une multitude de billets, à un prix très modique; les mises étaient donc fixées ainsi que le nombre de billets. Lors du tirage, il y avait deux sacs, dont l'un contenait les numéros, et l'autre l'indication des lots; le lot se délivrait à celui qui portait le bon numéro.

En 1564, Henri de Navarre, le futur Henri IV, lança une *blanque* qui se tirait dans le cloître de Saint-Germain-l'Auxerrois et en 1572, Louis de Gonzague, duc de Nivernais, fonda une *blanque* perpétuelle de 1000 écus en faveur des soixante jeunes filles les plus sages habitant les villages où il possédait des seigneuries. Citons également la loterie de madame de Lamoignon dont les gains servaient à racheter des Français captifs à Alger.

Mais les abus et la fraude ne tardèrent pas à se manifester et de nombreux parlements s'en inquiétèrent. Ils portèrent



Le roi Louis XIV, lors d'une loterie organisée à Saint-Germain en 1681.

(1) De l'italien bianca, les billets gagnants étaient blancs et désignés à haute voix, lors du tirage, par le mot "Bianca".

plusieurs arrêts contre les *teneurs de blanques* qui faisaient trop vite fortune au détriment du commerce local. En 1608, le parlement fit saisir une loterie ouverte dans la ville de Soissons "*à la ruine des habitants d'icelle*". L'année suivante les loteries furent interdites à Amiens.

Pour éviter les ruines trop promptes, on fixa à un écu le prix des billets; on ordonna qu'il y aurait deux mois d'espace entre la proposition et le tirage des lots et que la main d'un enfant prendrait les numéros dans la roue, le jour du tirage.

Les six corps des marchands se plaignirent que la loterie faisait tort à leur commerce. On plaida, et la loterie fut supprimée en 1657.


Des bureaux spéciaux aux enseignes allèchantes...

La première loterie d'Etat

Mais la loterie fut bien vite rétablie, et pour ne plus gêner le commerce, elle proposa des sommes d'argent.

Ce fut Louis XIV qui redonna tout son faste à la loterie. On en vit de toutes sortes sous son règne : Les loteries dites *commerciales, de libéralité, de charité, de spéculation particulière ou d'Etat.*

La Tontine

Proposée en 1653 par le Napolitain Tonti au cardinal de Mazarin, La Tontine n'est pas à proprement parler une loterie. Son idée est destinée à faciliter un emprunt public en donnant des intérêts à chaque souscripteur, le décès de ceux-ci devant accroître la part des survivants. Utilisée par Louis XIV en 1689 pour lancer un emprunt de 1.400.000 livres, la Tontine fut supprimée en 1770.

Les Tontines privées se transformèrent par la suite en assurances sur la vie. A noter que des chefs de famille avaient créé des Tontines pour préserver leurs garçons des mauvaises chances du tirage et assurer leur remplacement.

Elles permirent, dès 1658, de financer la construction de l'hôpital général de Paris, ainsi que beaucoup d'édifices religieux, notamment les églises de Saint-Louis, Saint-Roch, Saint-Nicolas et Saint-Sulpice. En 1701 c'est par le biais des loteries que les vingt quartiers de Paris seront dotés d'une pompe à incendie. Le roi lui-même donna, le 4 mai 1685, une loterie de trois mille billets gratuits aux dames de sa cour. Les nobles et les financiers suivirent son exemple et on trouva ce jeu si amusant qu'il se répandit dans tout le royaume.

Le 11 mai 1700, Louis XIV institua la première loterie d'Etat. Le préambule de l'édit précise qu'"*après avoir ouï le rapport du ministre de Chamillart, le roi, désirant procurer à ses sujets un moyen commode et agréable de faire un revenu sûr et considérable pour le reste de leur vie, en donnant au hasard des sommes si légères qu'elles ne pussent leur causer aucune incommodité, a jugé à propos d'établir une loterie royale de 10 millions...*" manière royale de dire : "C'est pas cher, et ça peut rapporter gros !". Boniment voilant la véritable raison qui était de faire rentrer beaucoup d'argent dans les caisses de l'Etat.

Cette loterie, au capital de 10 millions se composait de 440.000 billets à deux louis. Elle comptait 485 lots en argent et 500.000 livres de rentes viagère. Le gros lot consistait en 20.000 livres de rente. Son succès fut tel que des modifications successives en ramenèrent la mise à 20 francs dès 1707.

Les principales villes du royaume organisèrent des loteries à l'exemple de Paris, celle de Lyon fut tirée au profit des pauvres (à la suite des guerres du Dauphiné), celle d'Angers pour la réparation du collège, celle d'Amiens en faveur de l'hôpital général de Saint-Charles; les villes de Rouen, Poissy, Tours, Beauvais, Marseille, Bordeaux, Limoges organisèrent également leur loterie pour leurs bonnes oeuvres ou pour la réparation de leurs monuments.

Jusque là, on procédait au tirage dans des sacs de cuir ou des boîtes contenant l'ensemble des numéros. Toutefois ce système semblait peu sûr et permettait éventuellement la fraude. On imagina alors une *roue de fortune* à l'intérieur de laquelle les numéros se trouvaient mêlés sans contestation possible. Cet appareil fut présenté pour la première fois le 10 novembre 1705 pour la loterie de Saint-Roch destinée à construire une façade à l'église.

Il fut adopté par la suite pour toutes les loteries.

Sous le règne de Louis XV

En plus de la loterie publique créée le 21 août 1717 par le régent, une quantité considérable de loteries officielles furent organisées sous le règne de Louis XV.

Les Gènois, véritables "inventeurs" de la loterie, avaient su perfectionner le sys-

Tirage de la loterie d'après un dessin de Desrais (1772)



tème au point de s'assurer à coup sûr des revenus considérables. Munis de ce nouveau "plan de loterie", trois aventuriers, dont le célèbre Casanova, se présentèrent en 1757 à Paris, au moment où M.Duverney cherchait des fonds pour achever les travaux de construction de l'Ecole Militaire, commencés cinq ans plus tôt sous la direction de l'architecte Gabriel. Les finances de l'Etat étant complètement ruinées, la proposition fut aussitôt adoptée par le Conseil du Roi le 15 octobre 1757, sous la signature de M.de Sartines.

Appâté par les richesses promises (voir encadré), le public ignorant et cupide se rua sur les bureaux ouverts spécialement pour vendre les billets, bureaux spéciaux aux enseignes allèchantes : *Aux cornes d'abondance, Aux trois Fortunes, A l'Amour bandé...* Des crieurs publics racolaient les passants pour les engager à parier.

Le *Mercure de France* du 16 octobre 1779 déclare dans ses colonnes :"*Le mot loterie est aujourd'hui une affaire d'Etat; c'est une sorte d'idole qui a ses temples, ses prêtres, ses adorateurs, ses jours de solennité. On annonce ses faveurs au bruit des instruments militaires; on couronne de guirlandes les tableaux où sont disposés ses oracles...*"

La mise étant au minimum de trois livres, il se créa bientôt des bureaux où cette mise était ramenée jusqu'à un denier, ce qui permettait au plus humble de se ruiner au même titre que les plus riches. Le premier tirage donna une recette brute de 2 millions et un bénéfice net de 600.000 francs. Déduction faite des frais, les loteries produiront jusqu'à la Révolution environ 9 millions net par an.

Scandaleuses loteries dont les conséquences furent souvent dramatiques. Indépendamment des ravages financiers, on enregistra à cette époque une recrudescence de vols, crimes et suicides dont les causes s'imputent directement à ce jeu.

Les escrocs en profitèrent pour exploiter la superstition populaire en lançant sur le marché des combinaisons infaillibles. On attribua aux rêves des numéros à parier que l'on trouvait dans des livres aux signes cabalistiques : ainsi, un bouc vu en songe donnait 10,13,90; un dindon 8,40,66; un pendu 7,70.

Le mal était si bien ancré dans les moeurs, qu'il devenait impossible de l'abolir. Dupont de Nemours et Talleyrand-Périgord, l'évêque d'Autun, critiquèrent vivement de telles pratiques, mais il semblait impensable, dans l'état financier où se trouvait le pays, de priver le trésor public d'un revenu aussi important.

Le 30 juin 1776, le contrôleur général de Clugny obtint de supprimer toutes les loteries particulières (sauf celles de Pitié), pour organiser une seule loterie : la *Loterie Royale de France,* dont l'administration s'installa à l'angle de la rue Vivienne et de la rue Neuve-des-Petits-Champs. C'était là que le Ier et le 16 de chaque mois, sous la surveillance d'un lieutenant de police, un enfant, les yeux bandés, tirait de la roue de fortune cinq billets dont les numéros étaient immédiatement affichés sur un tableau exposé aux yeux du public. Cette loterie fournissait un revenu annuel de 12 millions de livres, ce qui permit ainsi "*d'éviter les augmentations d'impôts*".

Cela n'empêcha pas Louis XVI, par l'édit du 7 septembre 1786, de faire appel à une loterie de 30 millions de capital pour financer les travaux de démolition des maisons élevées sur les ponts de Paris.

En 1793, c'est Chaumette, procureur général de la commune de Paris, qui proposa à la Convention et fit voter l'abolition de la loterie le 25 Brumaire An II. La vertueuse Révolution avait eu raison de la "honteuse loterie française".

Mais la loterie fit partie du cortège des vieilles habitudes ressuscitées de l'Ancien régime. Elle fut rétablie, sous le Directoire, le 30 septembre 1797. Il n'y eut d'abord qu'une seule roue à Paris, puis quatre autres à Lyon, Bordeaux, Lille et Strasbourg. Sous l'Empire, *La Loterie Impériale* fut même installée dans les pays conquis et occupés à Turin, Milan, Hambourg et Rome où elles furent florissantes. Le nombre des bureaux où l'on vendait les billets atteint en 1810, 150 à Paris et 800 en province. Les revenus nets de ces loteries, qui

Flatter l'avarice du peuple

Dès que les richesses sont le prix de tout ce qui attire la considération, elles tiennent lieu de naissance, de mérite, de talents, de vertus : chacun les recherche comme le bien suprême; dès lors la cupidité souffle dans tous les coeurs son venin mortel, et pour avoir de l'or, on ne craint plus de se couvrir d'infamie. Aussi ceux qui gouvernent ont-ils soin de flatter l'avarice du peuple par le jeu, les tontines, les loteries : artifice constant des cabinets de France, d'Angleterre, de Hollande et surtout de Venise.

Par ce moyen, d'ailleurs, on amuse le peuple, on l'empêche de réfléchir sur sa situation, et d'apercevoir les pièges qu'on lui tend.

MARAT, *Les chaînes de l'esclavage*, 1774.

La loterie royale

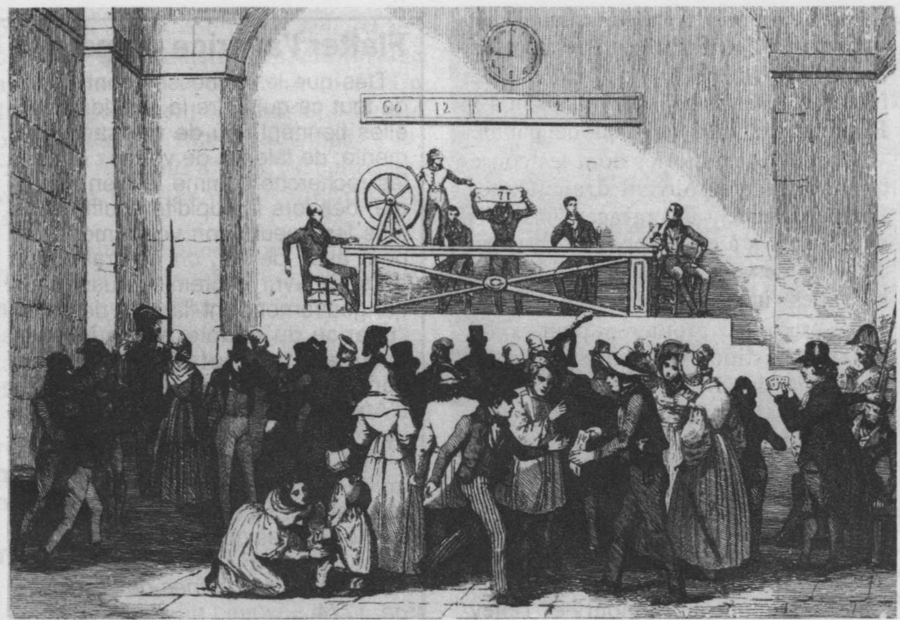
La *Loterie royale* — qui ressemble étrangement à notre Loto — était combinée de telle sorte qu'on pouvait y jouer de sept manières différentes avec plus ou moins de chances de bénéfices. Un enfant tirait 5 nombres parmi les 90 qui se trouvaient dans la roue de la fortune. Leur ordre de sortie déterminait les gagnants :

— Extrait simple — Un numéro : 15 fois la mise.
— Extrait déterminé — Un numéro indiqué dans l'ordre de sortie : 70 fois la mise.
— Ambe simple — Deux numéros dans le désordre : 270 fois la mise.
— Ambe déterminé — Deux numéros dans l'ordre : 5.100 fois la mise.
— Terne — Trois numéros : 5.500 fois la mise.
— Quaterne — quatre numéros : 75.000 fois la mise.
— Quine — cinq numéros : 1 million de fois la mise.

Il semble que le quine ne fut jamais gagné, les mathématiciens ne s'en étonneront pas puisqu'ils savent que la probabilité est de 1 sur 43.949.268; *Un quine à la loterie* était devenu une expression proverbiale pour désigner une chose merveilleuse qui n'arrivait jamais.



Le bureau de loterie.



Tirage de la loterie royale peu de temps avant son abolition.

n'étaient que de 7 millions sous le Directoire, s'élevèrent à 19 millions sous l'Empire.

Dans le premières années de la Restauration, les loteries étrangères s'infiltrèrent en France, offrant des lots inimaginables. C'est ainsi qu'une loterie autrichienne offrit comme premier lot la propriété du grand théatre de Vienne, une autre par l'intermédiaire de millions de prospectus, proposait, contre un billet d'une valeur de 20 francs, la possession d'une ville tout entière avec un immense palais, plus 30.000 arpents de bois, deux manufactures et 4.000 arpens de terres labourables !

L'abandon des loteries

En 1827, sous le ministère de Martignac, les Chambres furent saisies de la suppression de la *Loterie royale*. La même proposition revint tous les ans jusqu'au 21 mai 1836, date à laquelle Louis-Philippe promulgua la loi qui interdit toutes les loteries à la fois, sauf celles destinées à des oeuvres de bienfaisance ou à l'encouragement des arts. Comme de bien entendu, une foule de loteries clandestines surgirent mais une loi sévère vint condamner leurs agissements : 2 à 6 mois de prison, forte amende et confiscation des lots. Ces mesures provoquèrent un accroissement des dépôts dans les Caisses d'épargne et paradoxalement le *Crédit foncier* eut l'autorisation, dans le but de favoriser ses emprunts, d'ajouter des lots en argent au remboursement de ces emprunts... par tirage au sort.

De nombreuses loteries de bienfaisance eurent lieu jusqu'à la fin du siècle, notamment la *Loterie des lingots d'or* en 1851, dont le profit devait permettre au gouvernement, afin de résorber le chômage, d'envoyer 5000 hommes en Californie pour la recherche de l'or. Les lots étaient constitués de 70 lingots dont le plus gros pesait 116 kilos !

La guerre de 1870 vit surgir de nombreuses loteries patriotiques pour la libération du territoire, et en 1878 fut lancée *la grande loterie de l'Exposition Universelle* comprenant 82.577 lots dont cinq locomobiles, un kiosque en fer forgé, un bateau à vapeur... parmi les lots les plus encombrants !

Marchand de billets de loterie.



Le XXe siècle ou le retour des loteries

Devant le nombre croissant de loteries privées sous le couvert de la bienfaisance, Clémenceau, en 1909, alors Président du Conseil, déposa un projet de loi décrétant la liquidation générale des loteries en cours et limitant à 5.000 francs le capital des tombolas qui seraient autorisées. Ce texte ne vint pas en discussion.

En 1910, sur l'initiative de Briand, une loi admit que les loteries "de haute solidarité sociale" pourraient faire l'objet d'une autorisation particulière. Cette loi facilita, après la guerre de 1914-1918, l'émission d'un grand nombre de loteries en faveur des blessés, des victimes de la guerre, des associations d'anciens combattants. La *Loterie des Régions dévastées* connut un énorme succès en 1923 et bientôt on envisagea la création d'une *Loterie Nationale*, pour lutter, disait-on, contre les populaires *Lotto italien* et *Loterie espagnole*. Les politiques y voyaient bien sûr une source de revenus appréciable au lendemain d'une crise qui avait amoindri les finances de l'Etat.

C'est ainsi qu'après de nombreuses propositions, malgré les critiques d'ordre économique et moral, la loi du 31 mai 1933 rétablissait la *Loterie Nationale* interdite depuis près de 100 ans.

Le premier tirage eut lieu le 7 novembre 1933 au Trocadéro. Il fut émis 2 millions de billets à 100 francs qui seront tous vendus. Le gros lot, fixé à 5 millions, fut gagné par un coiffeur de Tarascon nommé Bonhoure. Ce fut l'enthousiasme.

En 1934, devant un tel succès, les organisateurs doublèrent le volume des tranches, soit 4 millions de billets à 100 francs, mais ce fut un fiasco. On revint alors à 1 millions de billets avec un gros lot ramené à 2 millions. Des émetteurs privés lanceront bientôt le *Dixième* qui connaîtra, en 1935, un incontestable succès.

Après une période plus calme en 1936,

Le commandant Camps fit paraître dans l'*Eclair de l'Est* une série d'articles sous le titre "Le bon sens". Nous publions un extrait de celui du 20 décembre 1932 ayant trait au rétablissement de la *Loterie Nationale* :

J'estime que deux loteries nationales — de 20 milliards chacune — soient rapidement couvertes par les souscripteurs français et étrangers à la condition qu'un grand nombre de lots assez importants soient institués. De ces deux loteries, une fois les lots et les frais payés, 25 milliards reviendraient facilement à l'Etat, au minimum.

L'Etat pourrait partager ce "boni" en deux fractions: la première pour parer aux embarras financiers du moment; la deuxième destinée à former une masse devant servir à assurer aux 60 ou 80.000 fonctionnaires que la réforme administrative devra supprimer, soit avec retraite proportionnelle, soit avec indemnité que ceux-ci ne manqueront pas de réclamer, à bon droit d'ailleurs, M. Poincaré avait commencé la "grande lessive". Il faudra y revenir dans un avenir très proche.

Quant aux fonctionnaires licenciés, ils n'auront qu'à acheter un billet de loterie !...

Ce qu'a rapporté la Loterie Nationale

La Loterie Nationale a recueilli la première année (octobre 1933 — Décembre 1934) deux milliards de francs (soit environ 10 milliards de nos francs). Après défalcation des lots et frais il resta 736 millions (3 milliards et demi de nos francs) à répartir.

Pour 1935 :
Produit brut : 1,1 milliard
Lots: 700 millions
A répartir : 400 millions : 340 millions pour la retraite du combattant et 60 millions pour les calamités maritimes et agricoles.

Pour 1936
Produit brut : 1,6 milliards
Lots : 1 milliard
A répartir : 600 millions : 450 millions pour le budget général, 100 millions pour l'Exposition de 1937 et 50 millions pour les calamités agricoles.



Le coiffeur Bonhoure, premier gagnant du gros lot en 1933, au volant de sa Rosengart super-traction.

la loterie reprit ses émissions à plus d'un million de billets en 1937, et l'on vit apparaître, dans de nombreuses villes, les petites baraques en bois des vendeuses de billets qui feront partie du décor familier, longtemps encore après la Libération.

En 1939, la bonne conscience reprit le dessus : Paul Reynaud n'hésita pas à condamner l'immoralité du principe de la loterie, et, par un décret du 12 novembre, la *Loterie Nationale* fut supprimée à compter du 1er janvier 1940.

Mais le régime de Vichy ressuscita les tirages dont les bénéfices sont affectés directement au *Secours National.* Les Français achèteront leur chance comme le proclame la publicité : *"Vous avez la carte de pain, la carte de sucre, la carte de viande, la carte de lait, la carte de charbon... Mais on vous donne aussi la carte de chance. Hâtez-vous d'aller la retirer, c'est le billet de la Loterie Nationale".*

La 30e et dernière tranche de la guerre se tira le 17 août 1944, à la Gaité-Lyrique, pendant l'insurrection parisienne. La tranche suivante se tira à Chaillot le 11 octobre, elle avait pour thème "La Victoire".

Depuis 1945, les bénéfices de la Loterie Nationale vont directement au budget de l'Etat. L'imagination des organisateurs crée le *Sweepstake* ou *Le prix de L'Arc-de-Triomphe* en rapport avec les Sociétés hippiques. Puis ce sont *Les 300 millionnaires* ou la *Double Chance* tirée le vendredi 13.

La radio et la télévision deviennent les relais indispensables des marchands d'illusions. Les tirages se déplacent en province accompagnés de spectacles rediffusés. Les visages radieux des gagnants surgissent sur les écrans de cinéma ou à la première page des journaux. Bonne humeur, optimisme, espoirs, rêves... *Vous n'avez pas de chance ? Qu'en savez-vous ? achetez vite votre billet et rêvez en attendant les résultats. Ensuite ? Vous verrez bien... mais gagnant ou perdant vous recommencerez.* Voilà les slogans que tous les jours on nous rabâche.

De nos jours, les loteries rapporteur à l'Etat des sommes considérables ; sorte d'impôt prélevé, pour majorité, sur les budgets les plus modestes. *"Que n'achètent-ils des livres*, me dit un de mes amis, *là, ils seraient sûrs de s'enrichir"*.

Charles Vincent



Le coiffeur Bonhoure, pose pour les journalistes avec sa famille devant son magasin.

La haute moralité de la Loterie Française et son succès qui eût ravi son premier promoteur Casanova de Seingalt, rencontre auprès de nos amis et alliés un succès qu'il est permis de qualifier d'exemplaire. Après la Roumanie, la Pologne institue, pour restaurer ses finances et engager des travaux publics indispensables à ses chômeurs, une loterie nationale.

Les journaux polonais sont pleins d'attendrissants articles sur la vertu moralisatrice des jeux de hasard etle grand nom de la France est brandi comme le fut naguère celui de la famille Grimaldi de Monaco.

Mais nous avons parfois donné aux monde d'autres exemples.

Paul Iribe dans la revue *"Le Témoin"* du 24 décembre 1933



ANGERS AVANT LA RÉVOLUTION

Angers, ville épiscopale, capitale du Duché d'Anjou, première province de l'apanage du Comte de Provence, est un ville relativement populeuse de trente à trente-cinq mille habitants, moins importante par son industrie et son commerce que par ses fonctions officielles ou religieuses.

La principale industrie est celle des ardoises. Neuf carrières sont alors exploitées dans les environs d'Angers : celle de la Noue (à peu près épuisée), celle de l'Aubinière, de la Terre Rouge, de la Gravelle, de Haute-Mule, de Villechien, de Cordon-Bleu. Ce sont les exploitation d'ardoises les plus importantes et les mieux aménagées : 800 ouvriers y travaillent continuellement.

L'industrie des bas de fil après avoir compté 600 métiers et occupé 1.200 personnes a décliné : elle a perdu 200 métiers, 400 ouvriers.

L'industrie des mouchoirs supporte mal la concurrence de Cholet; le tissage des cotonnades (dites alors indiennes) est presque inexistant, en comparaison de celui de Jouy, de Colmar ou même de Nantes.

Par arrêté du Conseil d'Etat de 1757, la principale manufacture de toiles à voiles devient manufacture royale. Cette manufacture aurait alors assuré la subsistance de plus de 8000 ouvriers, mais de mauvaises affaires, entre autres la lenteur des paiements de l'Etat, la concurrence des toiles suisses provoquèrent une déconfiture : la Manufacture est vendue en 1774. Une fabrique rivale se monte (celle du Cordon-Bleu) à la même date. La Manufacture Royale, réunie à celle de Baufort subsiste jusqu'en 1787 et connaît la faillite. A la veille de la Révolution, cette industrie ne faisait plus travailler que 800 ouvriers.

Angers est loin d'être une place commerciale de premier ordre. Elle est difficilement reliée à Paris : de Paris à Angers, il n'y a *d'autre voiture publique qu'une espèce de fourgon, nommé carrosse, attelé de six puissants chevaux qui, ne marchant qu'au pas, employaient huit jours à faire le trajet.*

Les principales exportations consistaient en ardoises, en vins (dont le plus réputé est celui d'Epiré, "La Coulée de Serrant"), en Guignolet (liqueur de cerises) fabriqué principalement par les Religieuses de la Fidélité, en huile de noix, en peignes.

Les vins étaient surtout dirigés vers les Pays-Bas, grands consommateurs de vins de France, avec l'Angleterre.

Il est à noter qu'aucune de ces activités n'enrichit ceux qui les dirigent au point de créer une classe de grands capitalistes. On ne rencontre pas à Angers de grandes fortunes issues du négoce ou de l'industrie. Selon un mémorialiste, Y. Besnard : "On ne connaissait pas alors à Angers un seul millionnaire dans le commerce".

La Bourgeoisie aime mieux, d'ailleurs, investir ses fonds dans les charges judiciaires.

Angers est le siège d'un présidial de trente-neuf membres et d'une sénéchaussée (les deux tribunaux ne formant qu'une seule cour où les mêmes juges siègent alternativement). Une cinquantaine d'avocats trouvent là, vers 1770, un champ d'action suffisant, ce nombre tombe à dix à la veille de la Révolution, celui des procureurs (ou avoués), plus constant, se maintient à vingt-et-un.

Angers est également le siège de tribunaux d'attribution : juridiction consulaire pour le commerce, prévôté royale, tribunal pour la police ordinaire, tribunal pour la conservation des privilèges de l'Université, tribunaux connaissant les affaires fiscales, tels celui de l'Election, du Grenier à sel, etc...

La vie religieuse à Angers

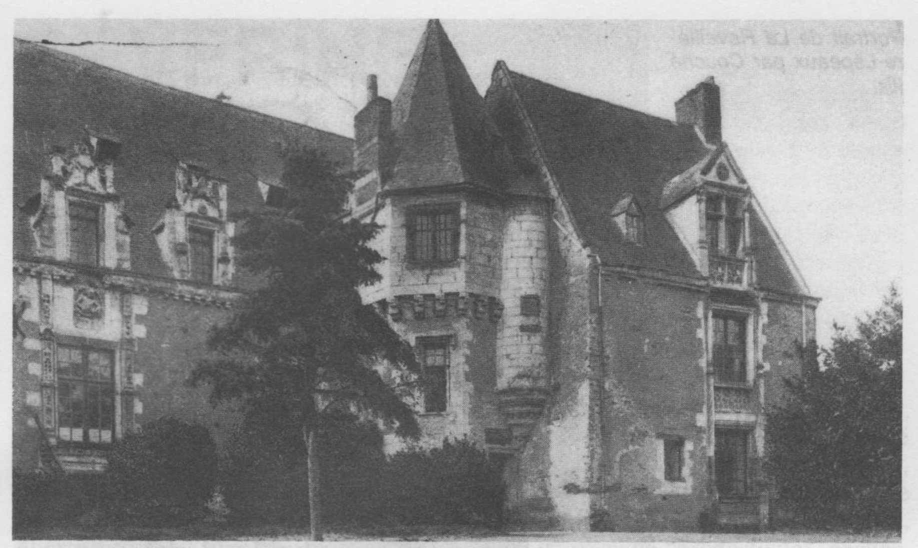
Angers est avant tout une ville ecclésiastique. A la fin du XVIIIème siècle, elle comprend dix-sept paroisses; les chapitres sont au nombre de six : le Chapître de la Cathédrale Saint-Maurice, les deux Chapîtres royaux de Saint-Laud et de Saint-Martin, les Chapîtres des trois églises collègiales : Saint-Pierre, Saint-Maurille et la Trinité.

Elle possède six abbayes : cinq abbayes d'hommes et une de femmes : le Ronceray, de l'ordre de Saint-Benoît; un Prieuré de Saint-Maur, et une abbaye de Chanoines réguliers de Saint-Geneviève.

Les Communautés d'hommes sont au nombre de douze, en comprenant le Séminaire : les Communautés de Carmes, d'Augustins, de Jacobins, de Cordeliers, de Minimes, deux de Récollets, de Capucins, de Missionnaires ou Lazaristes, de frères des écoles Chrétiennes et d'Oratoriens.

Les armes d'Angers.





Le couvent des pénitentes fondé en 1640.

Les Communautés de femmes sont au nombre de dix : les Ursulines, les Bénédictines de la Fidélité, les Bénédictines du Calvaire, les Cisterciennes de Sainte-Catherine, les religieuses de la Visitation, les Carmélites, les Dames du Bon Pasteur, les Pénitentes ou Religieuses de la Madeleine, les Dames de la Croix, les Religieuses de la Providence.

Il faut y ajouter les Religieuses des trois hôpitaux : l'Hôtel-Dieu, l'Hôpital de la Charité et l'Hôpital des Incurables.

La vie intellectuelle

Les Angevins étaient fiers de leur Université. Elle était, disait-on, si ancienne qu'on ne connaissait pas son origine, on affirmait qu'elle était célèbre depuis le commencement du XIème siècle. Elle comprenait quatre facultés : Faculté de Droit civil et canonique, Faculté de Médecine, Faculté des Arts, Faculté de Théologie *qui se glorifiait de n'avoir jamais erré dans les doctrines et qui passait pour la plus célèbre dans le royaume après la Sorbonne.*

Les étudiants, au nombre de quatre ou cinq cents, étaient groupés en six Nations : d'Anjou (qui comprenait également les étrangers du royaume), de Bretagne, du Maine, de Normandie, d'Aquitaine ou de Poitou (étudiants originaires de Bourges, Bordeaux, Narbonne, Toulouse et Auxerre) et de France (étudiants originaires des régions de Lyon, Sens et Reims).

L'Université jouissait d'un certain revenu (métairies, maisons, droits divers) en tout 5.856 livres 10 sols par an, selon un Etat des Etablissements relatifs à l'Instruction publique.

Il s'en fallait de beaucoup que les diverses Facultés jouissent d'un renom égal.

Les Professeurs de la Faculté de Droit, au nombre de quatre, passaient *pour les plus savants du royaume*, mais en matière d'examen, leur indulgence ne connaissait pas de bornes. Voici comment avaient lieu les examens : un des professeurs fournissait au candidat moyennant une somme fixe (douze francs) les réponses aux questions qui devaient lui être posées. On lui fournissait même une thèse manuscrite qu'il portait à l'imprimeur avec des réponses aux arguments, le tout à des prix très modérés et dont le chiffre était déterminé par l'usage. C'était un docteur, frère d'un professeur, qui avait la spécialité de ces travaux ves 1780. La Faculté de Théologie avait autant de renom, mais par contre, les examens étaient plus malaisés. Le titre de docteur était plus difficile que dans toute autre Faculté, aussi les docteurs étaient-ils assurés d'un emploi *parmi les plus distingués et les mieux dotés de leur diocèse.*

La Faculté de Médecine comptait quatre professeurs, on y conférait le doctorat après trois années révolues d'études aux élèves qui déclaraient s'engager à exercer ailleurs qu'à Angers (extra-muros). Pour ceux qui se destinaient à l'exercice de la médecine dans la ville même, les études étaient plus longues et plus difficiles.

L'usage était de ne conférer en médecine et en droit, les grades nécessaires, qu'aux seuls candidats appartenent *à des familles honorables dans la Bourgeoisie.* Ceux qui sortaient de milieux plus modestes, les enfants de simples bourgeois ou d'artisans ou de paysans, se trouvaient voués à l'état ecclésiastique (mémoires de La Révellière-Lépeaux).

Le Collège d'Anjou, le plus important établissemant d'enseignement secondaire, faisait partie — selon l'usage médiéval — de la Faculté des Arts. Des prêtres de l'Oratoire y professaient depuis 1624.

Le Collège percevait le cinquième des revenus de l'Université et, en outre, 15.000 livres de revenus divers.

Une Académie des Exercices ou Ecole d'Equitation jouissait d'une très grosse renommée dans la classe aristocratique de toute la province et comptait nombre de jeunes étrangers, Anglais notamment.

La classe populaire à Angers est moins ignorante que dans la campagne angevine. Là, l'analphabétisme sévit : sur 85 habitants du Pin en Mauges (Paroisse de Jacques Cathelineau) appelés à désigner deux électeurs et à rédiger un cahier de doléances, onze seulement sont capables de signer leur nom.

L'enseignement proprement religieux était donné dans deux séminaires où les enfants des classes laborieuses pouvaient recevoir un enseignement très élémentaire chez les Pères des Ecoles Chrétiennes dont l'Etablissement, la Rossignolerie, servait également de prison d'Etat.

Les gens instruits et à demi-oisifs ne manquent pas dans cette ville judiciaire et ecclésiastique. Aussi un public curieux de littérature, d'érudition, d'éloquence, de polémique, suit avec plaisir les séances de l'Académie Royale d'Angers-Académie fondée en 1685 — qui ne compte pas moins de 78 membres en comptant les membres honoraires. Ces académiciens s'occupent d'histoire locale, religieuse, compose l'éloge des membres disparus et de leurs successeurs, se disputent avec quelquefois un peu d'aigreur. Ils couronnent les oeuvres de mérite de leurs concitoyens, en prose ou en vers — mais d'une main parcimonieuse — deux fois seulement en un siècle, si bien qu'il est plus aisé d'être académicien que lauréat.

En 1761, est établi par écrit du Conseil du Roi, la Société royale d'Agriculture de la Généralité de Tours. Cette société dont le caractère est essentiellement scientifique — comprend trois bureaux : Tours, Le Mans et Angers, avec 20 associés titulaires par bureau. Ces deux sociétés, selon un mémorialiste, jouissaient d'un égal prestige : *A peine une place est-elle vacante qu'on trouve à la remplir* et ajoute-t-il, les membres sont *exacts à se trouver aux assemblées et à s'acquitter des fonctions de leur place.*

Le goût des sciences d'observation, si vif partout en France à cette époque n'épargne pas Angers. Les *botanophiles*, amateurs de fleurs ou encore, *riches financiers qui veulent être de tout par vanité*, fréquentent un jardin botanique où professe au printemps de 1789, La Révellière-Lépeaux, le futur Directeur, qui devait patronner la Reli-

gion positiviste des *Théophilanthropes*. Comme il convient, ce cours se doit d'être moral et philosophique, riche d'allusions à la Bible et à l'Histoire : le mûrier permet au conférencier d'évoquer la *touchante aventure de Pyrane et de Thisbé*, la ciguë de faire vénérer Socrate et flétrir ses persécuteurs.

L'opinion à Angers — La Franc-Maçonnerie

En 1770, est fondée la *Loge du Tendre Accueil* à Saint-Maur-sur-Loire (sur la rive gauche de la Loire à environ 20 km en amont des Ponts-de-Cé), et installée à l'abbaye même. Sur vingt-deux membres, elle comptait dix-sept ecclésiastiques, dont six bénédictins des abbayes de Saint-Maur ou de Saint-Florent. Le Vénérable en 1774, était dom Legrand, prieur de Saint-Maur. Nous voyons cette loge se transporter à Angers, après une scission, en décembre 74, qui oppose les bénédictins aux autres membres; les religieux de Saint-Maur tiennent quelques séances dans leur couvent jusqu'en 1777. En mars 1778, la loge se fixe à Angers et les religieux n'assistent plus aux séances car les années 1773-1774 avaient été marquées par de nombreux conflits au sein de la Maçonnerie; les statuts organiques ou réformes constitutionnelles menées à bien par le Grand-Orient de mars à juin 1773 avaient provoqué parmi les Loges de nombreux conflits.

En 1786, la loge compte quarante-six membres recrutés dans la petites noblesse, dans la bourgeoisie pourvue d'offices et dans le clergé : onze magistrats "officiers" tels que le trésorier de l'Hôtel de Ville d'Angers, le receveur des tailles de l'Anjou, le receveur des gabelles à Angers, etc..., neuf gentilhommes de petite noblesse, deux avocats, un feudiste, un négociant : Charles-Félix Claveau (maire d'Angers), le directeur des manufactures royales des toiles à voiles.

Le clergé comptait dix-huit membres : sept chanoines dont le chanoine Lenoir, vicaire général d'Angers, trois séculiers et huit réguliers dont six Oratoriens et le prieur de l'abbaye de Loroux; il faut y ajouter un officier de marine, un officier au régiment de Médoc et le comte de Maillé.

La loge du *Tendre-Accueil* appartient à l'obédience du Grand-Orient. Le Grand-Orient charge la loge du *Tendre-Accueil* de procéder à l'installation d'une autre loge à Angers même, celle du *Père de Famille*.

Il semble que le but principal de cette loge ait été la bienfaisance. En décembre 1783, en février 1784, la loge



Portrait de La Revellière-Lépeaux par Couché fils.

remet 36 puis 35 livres au curé de la paroisse où se tenaient les réunions.

En 1782, à la mort d'un frère, le chanoine Bachelier, les membres de la loge remercient un de leurs frères, moine augustin *d'avoir célébré pour lui les Saints Mystères et porté aux pieds du Grand Architecte, les prières de tous leurs frères*. Rien ne trahit cette irreligion qui sévissait parait-il dans la plupart des loges et qui en fit se retirer tous les religieux de Rennes en 1785. Notons, d'ailleurs, qu'on ne retrouve aucun des ecclésiastiques parmi les prêtres assermentés, ni d'ailleurs parmi les prêtres exécutés à Angers comme réfractaires. L'Archiprêtre Lenoir devait préférer l'émigration au serment à la Constitution.

L'opinion à Angers — La Presse

Angers compte trois imprimeries : celle de Jahyer fondée en 1751, celle de C.V.Paire fondée en 1779, celle de Mame, libraire de l'Université qui succède à Bellaut en 1789, et un seul journal : *Les affiches d'Angers*. C'est Mame qui a ouvert en janvier 1780 un "Cabinet Politique" — entendons un cabinet de lecture d'ouvrages — qui possède, dirige, imprime *les Affiches*, fondées par son prédécesseur en 1775.

Mame témoignera plus tard de sentiments républicains "montagnards" en faisant don à l'arsenal d'Angers de vingt mille francs de livres en feuilles telles que Catéchismes, Evangiles, livres d'Eglise pour fabriquer des cartouches".

En 1780, Mame est imprimeur de l'Evéché depuis un an et il multiplie ces sortes d'ouvrages qui (comme on le dira en novembre 1793) *tout en prouvant l'imbécillité de nos bons aïeux, portent la teinte du fanatisme* : Le Pouillé du diocèse d'Angers (1783), le Graduel (1784), l'Office de la Semaine Sainte (1784).

Aussi le journal qu'il publie est-il fort anodin. C'est un journal de format réduit (in-quarto) paraissant un jour sur deux.

La liste des décès, naissances, mariages, l'indication des fêtes patronales des paroisses, des vacances de cures, prieurés et canonicats tient la première place; la chronique de la Cour occupe le reste. Cette chronique est rédigée sur le ton déférend et admiratif qui ne saurait manquer dans un journal dont le propriétaire est l'Imprimeur de Monsieur. Rien ne témoigne de la plus légère sympathie pour les "Lumières" (le décès de Voltaire — comme celui de Rousseau d'ailleurs — est annoncé en deux lignes), sauf peut-être l'enthousiasme avec lequel est narrée une tentative — malheureuse — d'ascension en Mongolfière dans le domaine du Prince de Serrant.

(A suivre)

P.-A. AGARD

Prochain article : Angers pendant les Etats-Généraux.

Nos lecteurs se souviennent des précédents articles de P.- A. Agard, prématurément disparu. Nous remercions à nouveau Madame Agard de nous permettre de publier la suite de ces articles.

SÉVERINE : "Avec les pauvres, toujours !"

Séverine est une des grandes figures du journalisme et de la littérature. Elle eut son heure de gloire durant cette période charnière qui court de la guerre franco-prussienne de 1870 à la première guerre mondiale. En tracer le portrait revient à faire l'éloge d'une femme qui milita, toute sa vie, pour une haute idée de la justice, et surtout pour un socialisme non-autoritaire.

Le souvenir de Séverine reste attaché à celui de Vallès. Ce dernier fut "le tuteur de mon esprit, le créateur de ma conviction", a-t-elle écrit. "Il me tira du limon de la bourgeoisie; il prit la peine de façonner et de pétrir mon âme à l'image de la sienne; il fit, de l'espèce de poupée que j'étais alors, une créature simple et sincère; il me donna un coeur de citoyenne et un cerveau de citoyen" (1).

Jules Vallès fait la connaissance de Caroline Rémy à Bruxelles, fin 1879 ou début 1880 (la date demeure incertaine). Née le 27 avril 1855, à Paris, elle a alors 25 ans et ne se fait pas encore appeler Séverine. Après une aventure amoureuse malencontreuse, elle vit avec un médecin nommé Adrien Guébhard. Le milieu bourgeois d'où elle provient ne lui a inculqué que de très vagues notions politiques. Elle se souvient de la Commune, mais n'y a pas pris part, son jeune âge et son éducation l'ayant tenue à distance des combats.

Sa rencontre avec Vallès influera d'une façon déterminante sur le cours de sa vie. Après la mort du Communard, elle se répandra en éloges sur celui qui fut plus que son patron : son maître, dira-t-elle quelquefois avec estime, ou son père... En fait, Vallès demanda à Séverine de le seconder dans son travail journalistique et littéraire. Les éditeurs le pressaient de fournir des articles, mais ses multiples activités lui accordaient peu de temps libre.

Séverine corrigera ses chroniques. L'écriture manuscrite peu lisible de Vallès n'aura bientôt plus de secrets pour elle. Quand celui-ci se rend à Londres, pour rassembler ses souvenirs d'exilé (principalement en juillet et août 1883), Séverine attend les copies à Paris. Elle apporte aux textes le soin que Vallès, dans un souci de "productivité", néglige. Elle supprime les redites, elle rééquilibre les phrases bancales.

Mais surtout, après ces corrections, en compagnie de l'écrivain, elle s'initie à des idées qui n'ont pas cours dans le milieu aisé où se déroula son enfance. Ces idées correspondent à ce qu'elle pressentait, mais ne savait exprimer. Elles vont étayer son besoin de justice. Séverine se laisse guider par Vallès. Les écrits du Communard lui dévoilent les rouages d'un monde dont elle ne soupçonnait pas la complexité.

Entre elle et Vallès s'établit une connivence qui débouchera sur une étonnante similitude d'écriture. Séverine maniera, avec l'aisance d'un élève qui rattrape son professeur, le style de Vallès. Elle fera sien ce ton vif, courroucé ou accusateur, ce ton propre à l'auteur de *L'enfant*, au point d'achever, peut-être, la rédaction de *L'insurgé*, sans que se puisse observer un quelconque changement de style.

Si cette collaboration ne fut pas toujours sans nuages, elle fut cependant toujours chaleureuse. Vallès saura se faire pardonner ses "coups de gueule"

Jules Vallès et le cri du peuple.





Séverine. Dessin Jean-Louis Phan-Van

comme en témoigne la dédicace de *La Rue à Londres*, adressée à Séverine :

"Je vous dédie ce livre, non comme un hommage de banale galanterie, mais comme un tribut de sincère reconnaissance. (...)

Vous avez fait à ma vie cadeau d'un peu de votre grâce et de votre jeunesse, vous avez fait à mon oeuvre l'offrande du meilleur de votre esprit et de votre coeur.

C'est donc une dette que mes cheveux gris payent à vos cheveux blonds, camarade en qui j'ai trouvé à la fois la tendresse d'une fille et l'ardeur d'un disciple. (...)".

Du *Cri du Peuple* ...

Vallès ne regrettera pas d'avoir placé en elle sa confiance. Séverine adoptera bien volontiers ses idées et se chargera de les propager. Quand, en octobre 1883, reparaît *Le Cri du Peuple*, elle n'y est pas étrangère. Son compagnon, Adrien Guébhard, contribuera financièrement à la publication du journal.

Leur amitié, mais aussi les compétences de la jeune femme, incite Vallès à choisir Séverine pour lui succéder à la tête du journal. Une seule obligation : conserver au titre son ouverture politique, permettre que ses colonnes accueillent les diverses tendances du socialisme.

Après la mort de Vallès, en février 1885, Séverine va s'employer à accomplir cette tâche. Mais l'entente au sein du journal sera de courte durée. Deux conceptions du socialisme vont s'affronter. L'une, léguée par Vallès et qu'elle suit fidèlement, est plutôt libertaire; la seconde, qui réunit les partisans de Jules Guesde, peut être qualifiée de marxiste.

Une tention entre les rédacteurs du *Cri du Peuple* va donc apparaître. L'actualité servira de catalyseur. Ainsi, lorsque l'anarchiste Clément Duval est condamné à mort, en janvier 1887, à la

(1) — Séverine, "Souvenirs" dans *Le cri du Peuple* du 14 février 1886; également dans *Pages Rouges*, éd. Simonis Empis, 1893; également dans *Choix de Papiers* (annotés par Evelyne Le Garrec), éd. Tierce, 1982.

suite d'un cambriolage et des blessures qu'il infligea à un agent de police, le conflit idéologique s'accentue. Séverine avoue réprouver l'acte de Duval, mais ne peut se résoudre à blâmer les individus qui voient, en celui-ci, l'unique moyen pour eux de connaître dès à présent une vie meilleure. Les raisons qu'elle invoque sont autant de critiques envers les socialistes "doctrinaires", "scientifiques", qui alimentent de leurs discours la révolte des opprimés et repoussent sans cesse au lendemain le moment de passer à l'action.

"J'ai trop l'horreur des théories et des théoriciens, des doctrines et des doctrinaires, des catéchismes d'école et des grammaires de sectes, pour argumenter et discutailler à perte de vue sur l'acte d'un homme que le bourreau tient déjà par les cheveux, et que tous avaient le droit d'injurier et de réprouver — sauf nous !" (2).

Car des critiques ont surgi parmi les rédacteurs du *Cri du Peuple*. Certains d'entre eux mêlent leur voix à celle de la bourgeoisie ou de la police et accablent Duval. Séverine s'en désole. De quel droit se porter en accusateur contre des individus qui ne font, après tout, que prendre au pied de la lettre quelques unes des théories énoncées par les socialistes ? interroge-t-elle. Que la bourgeoisie ait cette réaction, n'est pas pour la surprendre, mais qu'une telle réaction se manifeste parmi les rédacteurs du *Cri du Peuple*, voilà ce qu'elle ne peut accepter.

"Nous passons notre vie à dire aux humbles (c'est notre conviction et c'est notre devoir) qu'ils sont volés, exploités, assassinés lentement; qu'ils sont de la chair à machine, que leurs filles seront de la chair à plaisir, que leurs fils seront de la chair à canon. Nous attisons les colères; nous embrasons les intelligences; nous incendions les âmes; nous faisons, de ces parias, des révoltés au nom de la suprême Justice et de l'Egalité souveraine.

"Nous leur disons : "La Révolution est proche, qui viendra vous délivrer ? Qui vous donnera le pain quotidien, et la fierté d'être libres ? Ayez patience, ô pauvres gens ! Subissez tous, supportez tout; et, en attendant l'heure propice, groupez vos douleurs, liez en faisceau vos rancunes ou vos espérances — et faites crédit à la Sociale de quelques années de détresse et de sacrifice". (2)

Les pratiques illégalistes ne peuvent être prônées, pense Séverine, car elles conduisent tout droit en prison, mais faut-il pour autant faire choeur avec les magistrats, et ne pas comprendre que certains individus sont las d'attendre une hypothétique révolution ?... Séverine devine quelle aurait été l'attitude de Vallès devant ce problème. Elle écrit une phrase qu'il n'aurait pas reniée : "Avec les pauvres toujours — malgré leurs erreurs, malgré leurs fautes ... malgré leurs crimes !" (2).

L'affaire Duval a révélé les dissensions qui minaient l'équipe du *Cri du Peuple*. Souhaitant contrebalancer l'influence des guesdistes, Séverine convie des anarchistes à rejoindre le journal. Jean Grave relate ainsi sa démarche : "Séverine qui avait eu la naïveté de gober les gasconnades de Guesde et de sa secte, leur avait ouvert, ou plutôt, livré la rédaction du *Cri du Peuple* (...). Ils avaient fini par faire le vide autour du journal. Elle résolut de s'en débarrasser. Elle me fit demander d'aller la voir, et là, me demanda d'écrire à Kropotkine s'il voulait collaborer. Elle serait enchantée de lui ouvrir les colonnes du *Cri du Peuple*.

"Kropotkine refusa. Ce fut, je crois, un tort. Il aurait pu y faire de la bonne besogne" (3).

Tôt ou tard, l'équipe du *Cri du Peuple* menaçait de se scinder, car deux conceptions du socialisme étaient perceptibles. Jules Guesde, Duc-Quercy, et quelques autres, quittent le journal. Le socialisme parlementaire de Guesde s'accommodait mal des théories ne condamnant pas explicitement l'illégalisme. Séverine regrette les arguments utilisés par le candidat à la députation. Les ennemis du socialisme emploient les mêmes termes, remarque-t-elle...

"...Toujours, ce mot de *voleur* jeté par un démocrate à un autre ! Voleur, Babeuf ! Voleur, Proudhon ! Voleurs, les gens de juin ! Voleurs, les Communards ! Voleur, tel ou tel adversaire; voleur, tel ou tel dissident !" (2).

Pourtant rappelle Séverine, "...si l'accusation est fausse, défendons l'homme — si elle est vraie, plaignons-le ! Nous n'avons pas d'autres rôles dans l'humanité, nous autres socialistes, nous ne sommes pas des juges, nous sommes des défenseurs !" (2).

La démesure de la peine qui frappait Duval fit grand bruit, et finalement le président Grévy commua la peine de mort en une peine de travaux forcés à perpétuité. Duval fut envoyé au bagne. Il parvint à s'échapper en 1901 et à gagner New York. Il ne cessa de se réclamer de l'anarchisme, et à sa mort, en 1935, des compagnons italiens publièrent ses Mémoires.

Après le départ des guesdistes, *Le Cri du Peuple* poursuit sa parution. Félix Pyat, Victor Marouck, John Labusquière, Henri Brissac, Eugène Rapp, Labruyère, etc..., remplacent les démissionnaires. Mais bientôt, de nouvelles querelles éclatent. *Le Cri du Peuple*, Séverine avait rêvé "d'en faire le bon gîte du socialisme, de voir trinquer à la même table Guesde et Brousse, Vaillant et Kropotkine" (4). Ce refus du sectarisme, que Vallès avait tenté d'insuffler au journal, ne satisfaisait pas l'ensemble des rédacteurs. Le rapprochement, en un même titre, d'opinions socialistes autoritaires et libertaires, s'avérait délicat. Du vivant de Vallès, le défit fut relevé. Mais après sa mort les divergences devinrent peu à peu insurmontables. Le socialisme allait se scinder définitivement en plusieurs écoles antagonistes. *Le Cri du Peuple* ne répondait plus à sa vocation. Il n'était plus un lieu d'unification des différentes tendances du socialisme. "Jamais le socialisme n'a été en pareil danger" (4) affirma Séverine.

La crise qui affectait *Le Cri du Peuple* reflétait les luttes menées pour prendre la direction de l'Internationale. Les attaques réitérées de Jules Guesde ou d'Emile Massard (qui deviendra conseiller municipal conservateur de Paris !), contraignirent Séverine à renoncer à son but. "Je commence à croire que je suis trop libertaire pour écrire jamais dans un journal d'école socialiste" (4) constate-t-elle, en quittant le journal. *Le Cri du Peuple* était pourtant crédité d'une large audience. Lors des grèves à Anzin ou à Decazeville (printemps 1886), son tirage atteignait près de 100.000 exemplaires (5).

Sous l'impulsion des blanquistes, devenus majoritaires, le titre continue de paraître. Granger, Vaillant, Henri Place, etc..., parviennent à prolonger son existence, mais les fonds, rapidement, font défaut, et Adrien Guébhard n'est plus là pour combler le déficit. La parution s'arrête début 1889.

... à la presse mondaine

Séverine n'interrompt pas son activité littéraire. Son éloquence a été remarquée, et les directeurs du *Gil Blas* ou du *Gaulois* lui proposent une tribune.

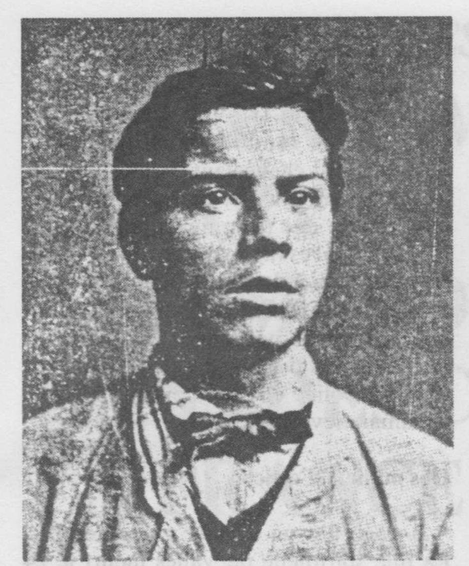
"Arthur Meyer la sollicitait pour *Le Gaulois*, René d'Hubert pour le *Gil Blas*. *Le Gaulois* avait des idées d'un autre monde. Toute l'aristocratie se plaisait à le suivre. Le *Gil Blas* était le journal du boulevard et les idées qu'il avait ne dépassaient pas celles des indifférents. Cela changeait du *Cri*, organe populaire. Séverine, socialiste, entra en

(2) — Séverine, "Les responsables" dans *Le Cri du Peuple* du 30 janvier 1887 (également dans *Pages Rouges* et *Choix de Papiers*, op.cit.)

(3) — Jean Grave, *Le mouvement libertaire sous la IIIe République*, éd. Les Oeuvres Représentatives, 1930.

(4) — Séverine, "Adieu" dans *Le Cri du Peuple* du 28 août 1888 (également dans *Pages Rouges* et dans *Choix de papiers*, op. cit.).

(5) — cf Alexandre Zevaes, *Jules Vallès, son oeuvre* — éd. La Nouvelle Revue Critique, 1932.


Vaillant à l'âge de 17 ans.

socialiste dans les deux journaux bourgeois" (6).

Le ton de ses articles reste le même qu'auparavant. Elle dénonce les injustices sociales, elle se démène pour faire entendre des idées progressistes, et ceci, en refusant toujours d'appartenir à un parti politique. Cette liberté de parole effarouche les lecteurs de ces publications, mais Séverine n'en poursuit pas moins sa collaboration et les lecteurs s'habituent à ses articles.

Son éloquence se conjugue avec une grande aisance en toute situation. Sa beauté, son caractère frondeur, seront célébrés par ses amis comme par ses ennemis. Femme journaliste, alors que la profession était essentiellement masculine, qui plus est journaliste mettant sa plume au service des opprimés, Séverine acquiert très vite une incontestable renommée. Par ses chroniques dans la presse, elle lance des appels à l'aide en faveur des mineurs de Saint-Etienne, lorsque survient une catastrophe, ou en faveur des démunis qui commencent à affluer devant son domicile, certains de trouver en elle une auditrice conciliante. Malgré cela, Séverine n'est pas une philanthrope. Elle ne se contente pas de soulager la misère par des dons ou de vaines paroles; elle insiste sur les changements sociaux nécessaires pour que cesse cette misère. Mais, dans l'attente, elle essaie d'apporter le réconfort aux individus qui le lui demandent.

"Ce *Carnet de Séverine*, il a fait rire, écrit Bernard Lecache. On l'a chansonné, blagué, couvert de crachats. Mais, tel qu'il fut, il a servi. Des familles ont été, par lui, sauvées du froid et de la faim. Des malheureux, qui eussent péri sans lui, ont pu continuer de vivre — et j'en sais qui lui durent de ne pas connaître la prison ou le bagne" (6).

Raillée, diffamée, Séverine ne se décourage pas. Ses chroniques dans la presse lui valent la considération des plus pauvres. Comparée parfois à Louise Michel, elle s'insurge, comme elle, contre l'iniquité sociale, mais Séverine persiste à ne se réclamer d'aucune doctrine politique, si ce n'est du socialisme au sens large. Son socialisme est d'ailleurs avant tout de type "sentimental" (dans la mesure où la théorie succède à la prise de conscience), et ceci lui évite peut-être de faire preuve de sectarisme. Elle se référera longtemps à ce qu'elle écrivait en 1888, lorsqu'elle quittait *Le Cri du Peuple* : "Ce que je vais faire maintenant, c'est l'école buissonnière de la Révolution. J'irai de droite ou de gauche suivant les hasards de la vie; défendant toujours les idées qui me sont chères, mais les défendant seule, sans autre responsabilité que celle de ce qu'aura paraphé mon nom" (4).

Cette liberté de pensée qu'elle revendiquait, fut pour elle l'occasion de s'apercevoir que l'affection de ses amis oscillait souvent au gré des ambitions électorales ou du contexte politique... Il n'en fut pas de même avec les libertaires, qui "lui vouèrent un véritable culte", indique Bernard Lecache. Quant à elle, "elle les défendit magnifiquement" (6).

Une haute idée de la justice

Effectivement, lorsque les magistrats s'acharnaient sur un anarchiste, ce dernier était assuré de recevoir l'aide de Séverine. Elle n'approuvait pas toutes les actions menées par les partisans de la "propagande par le fait", mais elle continuait de penser que son rôle, à elle qui se prétendait socialiste, consistait à prendre leur défense. Lorsque Vaillant lança une bombe dans l'enceinte de la Chambre des Députés, elle réagit de la même façon que lors de l'affaire Duval. "Avec les pauvres, toujours.. ", confia-t-elle au *Journal* (7), s'opposant une nouvelle fois à Guesde qui venait de condamner l'attentat.

Elle observa d'abord avec complaisance l'aventure du général Boulanger. Trop de scandales marquaient la Troisième République, pour qu'elle ne prêtât pas attention à son discours... De plus, "cette attitude à l'égard du boulangisme contenait une bonne dose de provocation dirigée contre les socialistes "révolutionnaires". Et Séverine ne l'aurait peut-être pas adoptée si elle n'avait, d'abord, reçu le terrible choc de la désillusion et de la trahison des siens" (8).

Lorsque débute l'affaire Dreyfus, Séverine ne veut tout d'abord pas se prononcer. Non par antisémitisme, comme l'affirme à la légère Bernard-Henri Lévy (9), car, si elle écrivait dans *La Libre Parole*, tribune certes des ennemis des Juifs, "...jamais Séverine ne fut antisémite. Mais, dans sa volonté de faire abstraction de toutes les idéologies et de ne se fier qu'à sa propre pensée, qu'elle se sentait assez puissante pour imposer partout, elle plaçait l'antisémitisme sur le même plan que les autres "opinions" politiques. Il fallut l'affaire Dreyfus pour qu'elle comprenne son erreur" (8).

Doutant de l'innocence du militaire, Séverine adopte une attitude de réserve, comme le fit Zola, initialement. Puis, lorsque les irrégularités du procès se précisent et qu'elle en distingue l'enjeu, elle se range définitivement du côté des dreyfusards.

"Emile Zola survint. Son *J'accuse* éclata comme un tonnerre. Séverine comprit : "Dreyfus n'est qu'un prétexte au grand combat des idées"." (6)

En 1897, elle collabore à *La Fronde*, premier quotidien entièrement conçu par des femmes, à l'initiative de Marguerite Durand. Jusqu'alors réticente, elle approuve maintenant les revendications féministes. Mais pour ce journal, elle suit surtout pas à pas l'affaire Dreyfus, perdant une partie de ses lecteurs d'hier du fait de cet engagement.

Elle "fut de toutes les bagarres" (6), luttant fréquemment en compagnie des anarchistes. "...Elle sonnait le ralliement autour de Sébastien Faure et d'Octave Mirbeau, attaqués dans les réunions publiques" (6).


Rirette Maitrejean.

(6) — Bernard Lecache, *Séverine* — éd. Librairie Gallimard, 1930 (préface d'Anatole de Monzie), (B.Lecache fut le gendre de Séverine).

(7) — Séverine dans *Le Jounal* du 10 décembre 1893.

(8) — Evelyne Le Garrec, introduction à Séverine, *Choix de Papiers*, op. cit.

(9) — En 1921, parmi les premiers adhérents du Parti Communiste, figurent "des antisémites militants, dont le meilleur — mais point le seul — exemple est cette Caroline Guebhard, mieux connue sous le nom de Séverine, qui apporte en dot l'héritage de Chirac, de Toussenel et de Drummont", écrit sans sourciller Bernard-Henri Lévy dans *L'idéologie française*, éd. Grasset, 1981.

Quelques temps après la réhabilitation de Dreyfus, commença ce que l'on appela l'affaire de la "bande à Bonnot". En 1911 et 1912, des vols sont commis par des individus qui revendiqueront leurs actes. La police découvre que les coupables sont des anarchistes individualistes...

"L'affaire des bandits tragiques mit sur pied toutes les polices. (Séverine) en dénonça les abus, l'impuissance, les mises en scène puériles et tragi-comiques, l'assassinat de son ami Fromentin, tué "par erreur" à Choisy-le-Roi, plaida pour Kilbatchiche (...) et pour Rirette Maître-Jean" (6).

Le déclenchement de la première guerre mondiale est ressenti douloureusement par de nombreux socialistes. Séverine, comme tant d'autres, est affectée par les événements et déplore "l'Union Sacrée". Son idéal pacifiste s'opposait aux motifs invoqués pour appuyer ce nouveau conflit. N'avait-elle pas affirmé à plusieurs reprises ses idées antimilitaristes ? Convoqués devant les tribunaux, bien des réfractaires à l'armée se félicitèrent de son action. Aussi vécut-elle cette guerre comme Vallès avait vécu son éxil à Londres. Elle dut abandonner momentanément sa maison de Pierrefonds, dans l'Oise. Les journaux publièrent de plus en plus rarement ses articles. Enfin, la censure la priva de la possibilité d'exprimer son hostilité à la guerre. Lorsque la paix fut signée, elle recouvra cependant son public.

En janvier 1921, elle adhère au Parti Communiste, qui vient de se créer. La révolution soviétique provoque son enthousiasme. Elle décide, pour la première fois de sa vie, d'oublier ses principes d'indépendance, et de se mettre au service d'une organisation politique. Mais deux années plus tard, sommée de choisir entre son appartenance au Parti Communiste et son appartenance à la Ligue des Droits de l'Homme (fondée lors de l'affaire Dreyfus), elle se retire du Parti. Entre temps, elle avait remisé beaucoup de ses espoirs et constaté que le régime communiste ressemblait peu à ce qu'elle souhaitait.

En 1926, Ascaso, Durruti et Jover, trois anarchistes espagnols réfugiés en France, tentent d'assassiner le roi d'Espagne, Alphonse XIII, en visite à Paris. Les trois hommes sont arrêtés avant de réaliser leur projet, mais de lourdes charges pèsent sur eux. Condamnés à six mois de prison pour port d'armes prohibées, ils attendent avec anxiété leur libération, car l'Argentine demande leur comparution devant sa juridiction. Soupçonnés d'avoir commis un hold-up à Buenos-Aires pour financer les caisses de la C.N.T., et d'avoir alors tué un employé de banque, ils risquent, s'ils sont extradés, de finir leur existence au bagne. Louis Lecoin tente



Séverine

de les sauver. Il désire obtenir le soutien de la Ligue des Droits de l'Homme, et se rend chez Séverine, qu'il sait acquise à la cause anarchiste.

"... Je me trouvai, tout naturellement, chez Séverine, dans sa maison de Pierrefonds, où la maladie la retenait couchée depuis de longs mois.

"Voilà une grande dame, une vraie; imposante dans sa simplicité. Et si bienveillante !

— Eh bien ! Lecoin, qu'y a-t-il ?

En deux mots, je lui présentai Ascaso, Durruti et Jover; j'expliquai leur cas. Elle n'exigeait pas, elle, des preuves d'innocence à n'en plus finir pour laisser émouvoir son coeur" (10).

Séverine, en effet, ouvre à Lecoin les portes de la Ligue des Droits de l'Homme. Mais l'activité dont elle fait preuve l'épuise. En 1927 (elle a alors 72 ans), elle tombe de nouveau malade. Pourtant, elle fournit encore des articles à la presse. Labruyère, avec qui elle vivait, est mort. Adrien Guébhard, son second mari, revient vivre auprès d'elle, bien que trente-cinq années se soient écoulées depuis leur séparation. Mais il décède à son tour.

Vieillie, Séverine donne cependant son accord, lorsqu'elle est sollicitée pour prendre la parole dans un meeting en faveur de Sacco et de Vanzetti.

"Malade, alourdie, torturée par les rhumatismes, elle trouvera quand même la force, en juillet 1927, de se traîner au Cirque de Paris (...), présider un meeting pour tenter d'arracher au président des Etats-Unis la grâce de Sacco et Vanzetti" (8).

Les Parisiens l'accueilleront chaleureusement.

(10) — Louis Lecoin : *De prison en prison*, édité par l'auteur, 1947; également dans *Le cours d'une vie*, édité par l'auteur, 1965.

"...Dès qu'elle parut, l'acclamation retentit. Du haut en bas du Cirque, la foule dressée clamait son amour et sa joie. Puis, à la tribune, cette vieille femme lasse sembla transfigurée. Sa voix, d'abord chancelante, s'affermit, dit les mots attendus, et ce fut admirable. Quand elle eut terminé, que l'ovation cessa, on prévint qu'une autre foule réclamait, au dehors. Dix mille personnes, dans le Cirque, l'avaient entendue. Dix mille personnes battaient les portes closes du Cirque et la voulaient voir. La police elle-même, impuissante, réclamait Séverine" (6).

Des milliers d'articles

Il s'agit de son dernier grand combat. La fille spirituelle de Vallès meurt le 24 avril 1929.

Elle laisse une oeuvre considérable. Ses articles, selon Bernard Lecache, sont au nombre de six mille, et ont été publiés par une centaine de titres, parmi lesquels, outre *Le Cri du Peuple* (de 1883 à 1888), figurent *Le Gaulois* (de 1888 à 1892, puis en 1897), *Le Petit Journal* (1891-1892), *Femina* (1903-1904), *L'Assiette au Beurre* (1905), *L'Oeuvre* (de 1909 à 1911), *L'Intransigeant* (de 1909 à 1914), *Le Bonnet Rouge* (1913-1914), ou *Le Libertaire* (1924), etc...

Elle publia également plusieurs ouvrages : *Pages Rouges* (éd. Simonis Empis, 1893), *Notes d'une Frondeuse* (éd. Simonis Empis, 1894), *Pages Mystiques* (éd. Simonis Empis, 1895), *En Marche* (éd. Simonis Empis, 1895), *Vers la Lumière* (éd. P.V. Stock, 1900), qui reprennent ses articles parus dans la presse, ou encore *Sainte-Hélène* (éd. Giard-Brière, 1904), une pièce en deux actes, *Sac à Tout* (éd. Juven, 1905), et surtout, en 1921, *Line* (éd. G.Grès), un roman plus ou moins autobiographique (Line est bien sûr le diminutif de Caroline, véritable prénom de Séverine).

Foncièrement libertaire, à l'image de Vallès, Séverine est une figure attachante du socialisme. Certaines de ses erreurs ne doivent pas faire oublier ses prises de positions en faveur de la liberté, de l'égalité, et de la justice.

Thierry MARICOURT

Outre la biographie d'Evelyne Le Garrec *: Séverine, une rebelle (1855-1929)*, éd. du Seuil, 1982; on consultera avec intérêt la préface d'Aline Demars, dans le tome I des *Pardaillan* de Michel Zevaco (éd. Robert Laffont, coll. Bouquins, 1988). Feuilletoniste célèbre, libertaire, Zevaco fut en effet brièvement secrétaire de Séverine et résida d'ailleurs lui aussi à Pierrefonds... A propos de Jules Guesde, se reporter à l'ouvrage d'Alexandre Croix, *Jaurès et ses détracteurs* (éd. du Vieux Saint-Ouen, 1967 et éd. Spartacus, 1976).

1945 : LE TEMPS DES OTAGES

L'INTERNEMENT DES CIVILS ALLEMANDS DANS DES CAMPS EN FRANCE



Margareth Hansen et Elisabeth Barthélémy, en compagnie de l'auteur, sur le site du camp en 1985.

Le 20 janvier 1945, 796 civils allemands entraient dans le Centre d'Internement Régional de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire), étroite langue de terre fermée par des barbelés, coincée entre une route nationale et une voie ferrée, balayée par des vents que rien n'arrête sur la plaine désespérément nue.

Ces Allemands vaincus n'étaient pas les premiers à pénétrer dans ce qui avait déjà été un vaste camp de concentration pour Tsiganes et clochards. Initialement prévus pour servir de logements aux employés d'une poudrière construite par la France pendant "la Drôle de Guerre", les baraquements avaient été en partie érigés par des réfugiés, Républicains espagnols embrigadés pour ces travaux. Devenu stalag administré par l'Occupant de juin 40 à mars 41, abandonné ensuite, le site fut réquisitionné par les autorités françaises en novembre 41 pour y parquer nomades et clochards sortis de plusieurs petits camps de la région. En septembre 44, les rejoignaient des soldats de l'armée ennemie en déroute, et quelques collaborateurs "du cru".

Il neigeait en cette sombre fin d'après-midi du 20 janvier. Encadré par l'armée, le sinistre cortège avançait sur la route, venant de la gare à trois kilomètres, passait devant une dernière ferme et se dirigeait vers l'entrée principale donnant sur la nationale Angers-Poitiers. Un voisin se rappelle : "*Je rentrais du travail à bicyclette avec un camarade. C'est alors que nous avons doublé cette longue colonne en désordre. Personne ne nous avait prévenus, et nous n'avons su que par la suite que c'étaient des prisonniers allemands. Ce qui m'a le plus frappé, c'est que la plupart avaient de lourdes valises qu'ils traînaient sur la route. Nous pouvions jouer de la sonnette, ils ne se dérangeaient pas*". "*A l'entrée, c'était terrible*, ajoute Pierre Catroux, alors garde-civil; *il fallait les séparer : d'un côté les hommes, de l'autre les femmes. Ce n'était pas toujours facile; il faisait nuit, ils étaient encombrés de vêtements pour lutter contre le froid et nous ne pouvions pas toujours reconnaître un vieil homme d'une vieille femme*". De cette arrivée, Margareth Hansen (1) rappelle le souvenir : "*A la porte du camp, un soldat malgache recueillit ma mère. Il la conduisit au poste de garde, la posa sur son lit et lui donna son propre souper. Plus tard, quand tout le monde fut installé dans les baraques, il la transporta sur son dos jusqu'à l'infirmerie. Je ne pourrai jamais oublier ce geste de compassion*". Agée de 62 ans, elle devait mourir peu après, le 2 mars.

Seul bâtiment en dur, hors des barbelés, encore existant; servit de logement aux militaires.



93 anciens nazis sur 796 internés

Qui étaient ces prisonniers ? "105 hommes, 620 femmes, 71 enfants, note Raoul Bazin (2). Il s'agissait de sujets allemands résidants dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, arrêtés à la libération de ces pays par les Services de Sécurité Militaires, la Police Française et les F.F.I.". "*23 novembre 1944 : les troupes alliées prenaient Strasbourg* (1). *Nous avons pu rester dans nos maisons pendant deux semaines. Vers le 15 décembre, tous les ressortissants allemands ont été appelés à se faire enregistrer à la Préfecture, en bas de la ville, avec leurs "bagages". Nous avons été gardés là pendant la nuit. Le lendemain matin, nous fûmes conduits en camions jusqu'au camp de Schirmeck où nous fûmes maltraités par les F.F.I.. Les Américains voulurent intervenir mais ne le purent pas.*"

"*Il y avait surtout de pauvres vieux sortis de maisons de retraite et des filles de maisons closes*, ajoute Elisabeth Barthélémy (3). *Nous avons fait le chemin à pied; ça monte jusqu'au Struthof. Les personnes âgées qui ne marchaient pas assez vite ont été délestées de leur maigre bagage; les gardes ont simplement envoyé les valises dans le ravin. Il faisait très froid; je dus chercher dans des sacs remplis de vêtements de ceux qui avaient été gazés, et me suis réchauffée avec ces*



La prison souterraine; ancienne cave d'une ferme disparue.

habits. A Schirmeck, on nous avait fait enfiler des pantalons de l'armée allemande."

"Le 16 janvier, nous quittions le Struthof; mais auparavant, nous avions été fouillés puis triés. Les politiques restaient. Puis ce fut le long voyage pendant 4 jours et 4 nuits dans des wagons à bestiaux ouverts une seule fois à Poitiers. Nous faisions nos besoins dans une boîte de conserve que nous essayions de vider par les fentes du plancher. A Poitiers, les gardes nous ont fait descendre pour nous obliger à salir le quai, et on nous à lancé des cailloux en criant : A mort les femmes-soldats nazies !. Derrière nous, les habitants se déchaînaient contre ces "porcs d'Allemands".

"Le soir à Montreuil, le directeur nous a alignés et nous a avertis que nous ne serions pas considérés comme des internés civils, mais comme des otages, et que nous allions payer pour les innocentes victimes des nazis".

Raoul Bazin évoque ce voyage dans son rapport (2) : "Ce convoi était escorté par un détachement de 35 hommes — gradés compris — du 131ème Régiment des Forces Françaises de l'Intérieur en garnison à Troyes, sous les ordres du lieutenant C.. A leur arrivée en gare, presque tous les membres de l'escorte étaient en état d'ébriété, y compris l'officier. Celui-ci, en gare de Troyes, avait pris en charge 881 ressortissants allemands, ainsi qu'une forte somme d'argent qui ne put être retrouvée. Quant aux internés, ils n'arrivèrent que 796 au camp de Montreuil. Que se passa-t-il ? Il est vraisemblable qu'il n'y eut aucune évasion en cours de route, mais le lieutenant C.. ne put donner comme explication, qu'il n'avait procédé à aucune vérification au départ de Troyes".

Les archives (4) donnent quelques précisions sur les internés : 93 avaient appartenu au parti nazi, 30 étaient invalides (3 d'origine accidentelle, 11 d'origine maladie, 4 de maladie infantile, 4 de naissance, 5 blessés de la guerre 14-18, et 3 de la guerre 39-44).

L'organisation du camp

Long d'un kilomètre, le camp ne comptait pas une centaine de mètres dans sa plus grande largeur. Un premier bâtiment, côté ville et hors de la clôture, servait d'hébergement au personnel d'encadrement; un second abritait les gardes militaires. Suivait un petit champ parfois ensemencé pendant la "période des Tsiganes" pour tenter d'améliorer les rations alimentaires tragiquement insuffisantes. Puis c'était le camp proprement dit, entouré de barbelés électrifiés, avec deux miradors, un à chaque extrémité, et cinq guérites. Un chemin vicinal, interrompu par des barrières, divisait le terrain en deux parties : la première regroupait toutes les constructions en dur initialement prévues pour loger les employés de la poudrière, des baraquements en bois sur pilotis qui, début 40, avaient servi de casernement aux Républicains espagnols, couvrait la seconde. Des waters individuels, dans un même petit local indépendant, étaient réservés au personnel. Pour les internés, avaient été aménagées des feuillées sur des tranchées creusées le long de la clôture. Les douches, mentionnées dans les rapports, ne furent jamais opérationnelles, et pour la toilette corporelle, on se contenta de tuyaux avec robinets au-dessus de gouttières horizontales. En dehors du camp, face à l'entrée principale, se dressait un poste de garde avec téléphone, seul local ajouté depuis la capitulation de juin 40.

Le site était en piteux état en ce mois de janvier 45, comme le rappelle Raoul Bazin dans son rapport : "Le nouveau contingent d'internés au Camp de Montreuil-Bellay ne put s'installer dans les baraquements précédemment occupés par les nomades. Ceux-ci avaient laissé leur cantonnement dans un état de délabrement et de malpropreté difficile à décrire. Aussi étaient-ils inutilisables en raison des déprédations commises.

"Tous couchaient sur de la paille. Le quartier des hommes était, au début tout au moins, dépourvu de lieux d'aisance".

"La grosse anomalie dans le fonctionnement de ce camp, ajoute Marcel Roy (5), *résidait dans le fait que, sur ordre du directeur chapeauté par la Sous-Préfecture, seuls les gardes-civils avaient le droit de pénétrer à l'intérieur de l'enceinte des barbelés.*

Le camp pendant la période Tsiganes.





Les nouveaux-nés devant l'infirmerie.

Cela nous était interdit à nous, militaires; nous devions assurer la surveillance du Centre en demeurant tout autour, à l'extérieur. Entre la partie réservée aux hommes, à l'est de la route Méron-Panreux, dans les bâtiments en planche, et celle des femmes, du côté de Montreuil, il avait été aménagé, au début de l'année, peu après l'arrivée des civils allemands, un espace neutre au milieu, enfermant la route dont je viens de parler, la prison, l'ensemble des cuisines et les trois bâtiments en dur jouxtant ces dernières. Cet espace était entouré de deux rangées de barbelés, alors que le camp n'en conservait plus qu'une. Nous avions possibilité de pénétrer dans ce "no man's land", mais nous n'y tenions pas de garde, ce qui fait qu'il n'était pas complètement étanche".

La garde fut d'abord assurée par une unité malgache comprenant 94 tirailleurs, 9 sous-officiers (6 indigènes et 3 européens) et 1 lieutenant chef de détachement. Le 17 mars, cette unité fut remplacée par 50 gardes-mobiles normalement encadrés, eux-mêmes relevés quelques jours plus tard par la 9ème Compagnie du 117ème R. nouvellement constituée et composée de F.F.I.. Le 16 juillet, un escadron réduit du 4ème Hussard, stationné à Doué-la-Fontaine (Maine-et-Loire), prenait service au camp. "*C'est là que, ayant repris du service à la suite de ma libération le 8 mai 45, après trois ans et demi de travaux forcés en Allemagne,* m'explique Marcel Roy (5), *j'ai été désigné comme responsable de la surveillance du camp. Je commandais un peloton de 30 hommes, secondé par 2 sous-officiers et 3 brigadiers. Ils logeaient dans le seul bâtiment encore existant aujourd'hui. Je me suis installé dans celui de l'administration, dans lequel j'avais un bureau, tout à côté de mes hommes, mais n'y suis resté que deux jours tant il était infesté de bêtes; j'ai pris aussitôt une chambre à Montreuil*".

"Tous ces militaires, reprend Raoul Bazin dans son rapport : Malgaches, Sénégalais, Gardes-Mobiles, Hussards, ne constituèrent pas des services de garde idoines. Faisant leur métier à contre-coeur le plus souvent — ils prétendirent à maintes reprises n'être point des gardes-chiourmes — leur travail était délicat. Jeunes pour la plupart, ils ne demandaient qu'à entrer en contact avec des femmes souvent jolies et faciles. A chaque moment, des soldats étaient trouvés couchés avec leurs prisonnières. Parfois, ils les emmenaient en camion en dehors du camp. Le directeur signalait la difficulté qu'il avait pour appliquer un système de punitions efficace. Les peines de *mises au secret*, suppression partielle de nourriture, n'affectaient pas beaucoup les délinquantes. Il est vrai que les locaux disciplinaires insuffisants permettaient des visites et que la mise au pain sec et à l'eau était toute théorique. Le directeur appliqua au moins une fois une peine qui frappa les coupables : 4 femmes ayant eu des relations sexuelles avec des soldats, il leur fit tondre les cheveux devant toutes les autres femmes du camp assemblées".

Les morts de l'hiver

Janvier 45 : la neige et le froid; des baraquements ruinés, rongés par la vermine, après des journées et des nuits dans des wagons à bestiaux clos; des hommes et des femmes souvent âgés, physiquement diminués. Toutes les conditions étaient réunies pour que la mort s'abatte sur la colonie en marge de l'Histoire. Le premier décès, une institutrice retraitée de 68 ans, le 23 janvier. Le 25, un homme de 49 ans se suicida en s'ouvrant les veines. Puis ce fut l'hécatombe : 7 en janvier, 31 en février, 11 en mars, 5 en avril, 2 en mai, 3 en juin, 5 en juillet, 3 en août, 6 en septembre et 4 en octobre. En tout, 77 décès : un bébé de 18 jours, né fin mars dans le camp, 2 jeunes filles, l'une de 18 ans l'autre de 14 ans, fille d'un officier allemand, internée avec son frère et sa mère, emportée par la scarlatine, 23 adultes de 20 à 60 ans et 51 de plus de 60 ans.

Les témoignages trahissent la grande misère qui régna dans le camp au cours de l'hiver. Margareth Hansen, qui aida à l'infirmerie, l'évoque longuement :

"*Les trois ou quatre premières semaines, nous fûmes appelées presque chaque nuit pour évacuer une personne morte ou mourante; souvent la dysenterie. Mon amie Maria se fit*

Maria Völker, internée infirmière, décédée dans le camp.

Maria Völker

geboren am 16. Juni 1918
in Geiswasser, Krs. Kolmar

gest. am 14. Februar 1945
in Montreuil-Bellay
Department Maine-et-Loire
(Frankreich)



une injection pour s'immuniser, mais elle mourut après d'horribles souffrances. Il n'y avait encore aucun docteur dans le camp. La même semaine, je fus victime de la diphtérie tandis que ma mère était en train de mourir près de moi. Une quinzaine d'hommes et de femmes, jeunes et vieux attendaient dans la plus grande pièce. Une autre baraque fut ouverte pour les grands malades, cette fois sous la responsabilité d'une internée, infirmière expérimentée.

"Un événement que je ne pourrai jamais oublier : deux vieilles personnes, un homme et sa femme; lui dans notre infirmerie, seulement très affaibli; elle, dans l'une des baraques. Un matin, elle fut apportée sur un brancard, déjà froide. Nous avons dû le prévenir. Quand il la vit, il éclata en larmes, s'agenouilla près d'elle et sanglota. A partir de ce jour, il refusa toute nourriture et nous l'avons retrouvé mort trois jours plus tard. Ils devaient être très unis.

"Il y eut l'affaire de M. Fleischmann. Il était avec sa femme et sa fille. C'était un homme très riche. Il venait nous voir chaque jour pour des furoncles sous les bras. Sa fille devint très malade et personne ne savait ce qu'elle avait. Il offrit tous ses bijoux aux autorités françaises pour qu'elle fût hospitalisée. En vain. Elle mourut mi-février. Elle avait 28 ans. Rendu fou, le père disparut et fut retrouvé dans les waters. On pensa à un assassinat. Un gendarme nous demanda à l'infirmerie si nous avions entendu parler des bijoux. Nous répondîmes par la négative. Tout redevint tranquille".

Un ancien gendarme en poste à Montreuil s'en souvient : *"J'ai été appelé pour servir de témoin au docteur médecin légiste de Saumur. L'homme devait être resté une semaine dans la fosse d'aisance. Il portait une grande barbe; vous voyez le spectacle quand nous l'avons sorti. L'autopsie révéla qu'il n'y avait aucun liquide dans le ventre; le vieillard était donc mort avant de tomber dans le trou".*

Pierre Catroux, alors garde-civil, me rapporte que l'administration parla de suicide; mais il y eut enquête. Dans l'atelier de menuiserie situé derrière les cuisines, fut scié dans une planche un trou carré de 40 cm de côté, semblable à ceux des feuillées, pour vérifier si un homme de la corpulence du cadavre y passerait. Personne ne put affirmer s'il y avait eu ou non suicide.

Elisabeth Barthélémy aidait aussi à l'infirmerie. *"Je trouvais ainsi un sens à mon internement, c'était très important pour mon équilibre. Ce n'était pas facile malgré tout : chercher les morts dans les baraques, les entasser comme des baguettes dans un tout petit réduit, veiller notre infirmière Maria Völker qui hurlait de peur devant la mort. A la fin de cette lutte, cette belle jeune fille avait les traits d'une vieille femme".*

Tous ces corps devinrent vite embarrassants. Le registre municipal de la ville, le 25 février, trahit le désarroi et la colère des Montreuillais. La population n'était pas scandalisée par cette mortalité, mais plutôt par la subite invasion de son cimetière. Les Allemands vivants avaient assez fait souffrir, il fallait maintenant que leurs cadavres occupent la terre de ses ancêtres. C'en était trop :

"Le Maire fait part au Conseil de son appréhension quant au cimetière menaçant de devenir trop petit par suite du nombre des décès se produisant au camp de séjour surveillé : 34 depuis l'arrivée des ressortissants allemands.

"M. Lecomte suggère l'idée d'établir un lieu de sépulture dans le camp luimême. Le Conseil, à l'unanimité, fait sienne cette idée et charge le Maire de la soumettre à M. le Sous-Préfet pour avis".

La réponse parvint le 25 mars : l'autorité supérieure rejetait la bonne idée du conseiller.

Les corps furent déterrés en 1968 pour être transférés dans le cimetière militaire allemand de Pornichet. Montreuil pouvait tout oublier.

Fièvre obsidionale

L'hiver fini, la mort se fit plus discrète. Dans son rapport du 2 juillet, le médecin-lieutenant du Centre reste pourtant pessimiste : "Il ne faut pas se faire d'illusions sur les chiffres (de décès) obtenus; leur amélioration ne vient en grande partie que de la disparition des éléments âgés et malades pour lesquels les premiers temps ont amené leur élimination plus ou moins rapide. Les éléments qui subsistent sont plus résistants, mais il est probable que le retour de l'hiver verra l'augmentation de la morbidité et de la mortalité..."

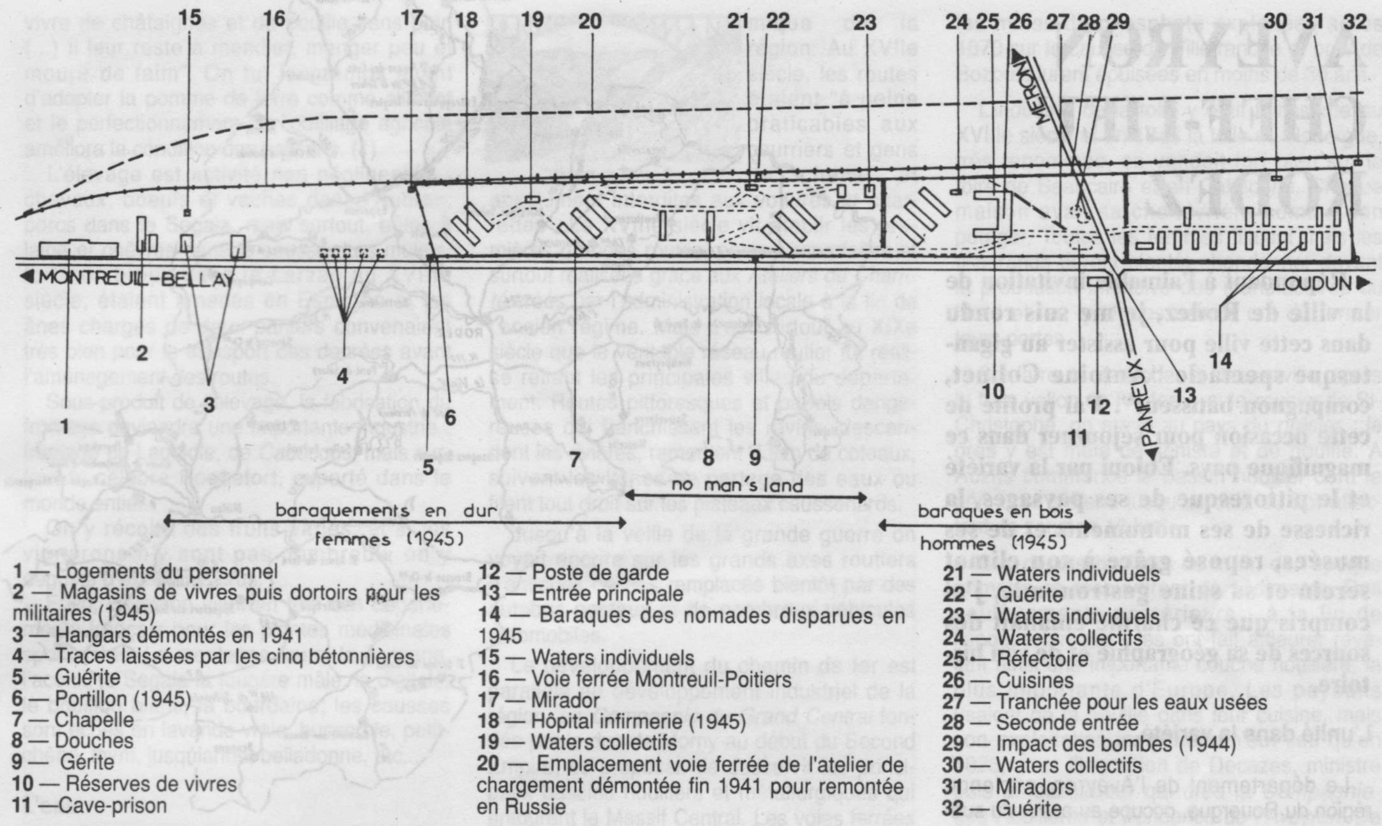
En attendant, la vie reprit ses droits; ce qui n'alla pas sans histoires. La corruption et le plus grand désordre règnaient dans le camp. Le troc sévissait : *"Les gardes-civils portaient une pélerine,* me rapporte Marcel Roy, *et l'un d'eux, ce jour-là, présentait une bosse importante sur le dos. Il expliqua que c'était sa musette mais refusa d'en montrer le contenu. Elle était pleine de nourriture pour les internés. En échange, les gardes récupéraient des bijoux. J'ai réussi une fois à en prendre un et j'ai trouvé caché dans son mouchoir un bracelet et des bagues".*

Dans rapports et témoignages reviennent souvent les relations sexuelles; entre internés et internées, mais aussi entre celles-ci et les gardiens ou les Montreuillais. Il faut rappeler la présence des prostituées de maisons closes de la "Fisher-Gasse" à Strasbourg. *"Les filles (prostituées) étaient toutes regroupées dans une baraque,* se souvient Margareth Hansen. *Il y avait de grandes parties la nuit; les amis venaient avec toutes sortes de bonnes nourritures, du vin et tout. Du moins est-ce ce qu'elles nous disaient. Mais je dois reconnaître que certaines avaient bon coeur et donnaient un peu de ces choses aux vieilles personnes démunies. Malheureusement, quelques jeunes filles innocentes furent entraînées dans ces groupes à cause de la faim et se prostituèrent. Il était très déprimant pour nous de voir cela".*

"Parfois, il y avait tout un défilé de Montreuillais qui venaient regarder les femmes à moitié nues dans l'herbe, m'écrit Marcel Roy. *C'était l'été. Ils passaient par les champs, par crainte de*

16 janvier 1988 : Une stèle pour rappeler l'internement des seuls Tsiganes.





1 — Logements du personnel
2 — Magasins de vivres puis dortoirs pour les militaires (1945)
3 — Hangars démontés en 1941
4 — Traces laissées par les cinq bétonnières
5 — Guérite
6 — Portillon (1945)
7 — Chapelle
8 — Douches
9 — Gérite
10 — Réserves de vivres
11 —Cave-prison
12 — Poste de garde
13 — Entrée principale
14 — Baraques des nomades disparues en 1945
15 — Waters individuels
16 — Voie ferrée Montreuil-Poitiers
17 — Mirador
18 — Hôpital infirmerie (1945)
19 — Waters collectifs
20 — Emplacement voie ferrée de l'atelier de chargement démontée fin 1941 pour remontée en Russie
21 — Waters individuels
22 — Guérite
23 — Waters individuels
24 — Waters collectifs
25 — Réfectoire
26 — Cuisines
27 — Tranchée pour les eaux usées
28 — Seconde entrée
29 — Impact des bombes (1944)
30 — Waters collectifs
31 — Miradors
32 — Guérite

Plan du camp en 1945 par Patrick Fonteneau (Montreuil-Bellay).

mes hommes. Ils auraient sans doute voulu, comme des gardes, profiter des charmes des belles, mais il y avait danger. On courait à la catastrophe et je suis allé prévenir le docteur chez lui, pour qu'il s'en inquiète, qu'il fasse des contrôles. Il a ainsi découvert plusieurs cas de syphilis. On se doutait bien, en ville, du trafic qui existait entre les internées et les gardes-civils".

Des lettres anonymes s'offusquaient parce que les prisonniers se prélassaient au soleil, alors que des Français avaient tant souffert dans les camps allemands. Qu'on leur rende la pareille !

En réalité, Montreuil-Bellay, comme il l'avait toujours fait depuis sa création, se désintéressait de "son" camp, "un camp comme tous les camps, pour reprendre la conclusion du médecin militaire arrivé en juillet; avec ses gardiens répressifs et une collectivité humaine composée d'éléments très divers contraints de vivre médiocrement en un espace clos. Ces internés (ées) étaient de tous âges. Les plus vieux se manifestaient peu; d'autres restaient dignes et réservés; quelques unes, provoquantes, agressives, témoignaient de la permanence de la mystique nazie. Tout ce monde, agité par des conflits internes — jalousies, vols, entraînant des pugilats et mouvements divers — exprimait bien la vie concentrationnaire constatée en tous lieux".

La fin du camp

Par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, des échanges eurent lieu entre des internées françaises outre-Rhin et des Allemandes. "*Si ce sont des squelettes vivants qui ont quitté l'Allemagne, celles de Montreuil étaient en bonne santé*", me rapporta un officier de réserve de l'Ecole de Cavalerie de Saumur.

Au cours de l'été, arrivèrent une vingtaine de Hollandaises mariées à des soldats ou des officiers allemands entre 40 et 44. Certaines avaient des enfants; il ne leur avait pas été possible de retourner en Hollande. En septembre, vint du Havre un groupe de travailleurs civils allemands.

La mauvaise saison approchait. Un rapport médical du 20 octobre reste pessimiste : "200 internés dont l'état de santé actuel ne peut supporter le séjour. 70 dont l'âge ou l'état de santé est incompatible avec leur maintien. 278 dont le maintien au camp de Montreuil-Bellay ne peut se prolonger sans risque grave pendant l'hiver.

"Egoûts fréquemment obstrués, menace constante d'une épidémie de typhoïde".

Décision fut enfin prise de fermer le camp, de transférer les Allemands dans celui de Pithiviers (Loiret). Le départ eut lieu le 20 novembre : "*Les internés, par groupes de 30 avec deux gendarmes, sont montés directement dans les wagons à bestiaux stationnés le long de la clôture du camp,* me confie un témoin. *Il y avait une tinette pour les besoins naturels. Il a fallu en faire des arrêts sur des voies de garage : deux jours pour aller de Montreuil à Pithiviers; nous descendions parfois. Il n'y avait aucune hygiène; les pauvres filles n'avaient rien sur le dos. On avait l'air fin, nous, avec nos mitraillettes et toutes ces femmes. Parfois un train de voyageurs passait, les gens nous regardaient. Nous devions avoir une drôle d'allure. Personne ne se sauvait parce que nous leur avions fait croire qu'on allait en Allemagne*".

Vingt civils allemands devaient encore décéder dans le camp de Pithiviers, de fin novembre 1945 à début mars 1946, dont neuf bébés de moins d'un an.

C'en était fini du camp de Montreuil, démonté et vendu par les Domaines en octobre 46. Restent, pour le souvenir, les fondations des baraques et un article de *Témoignage Chrétien* du 7 septembre 45. Son titre : "Les prisonniers allemands sont des hommes". Parce que "notre silence nous rendrait complices", est-il écrit.

Jacques SIGOT

(1) — Margareth Hansen, ancienne internée. Emigra aux Etats-Unis après la Guerre.

(2) — Raoul Bazin, Rapport de la Commission d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale sur les Camps de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire), septembre 1952.

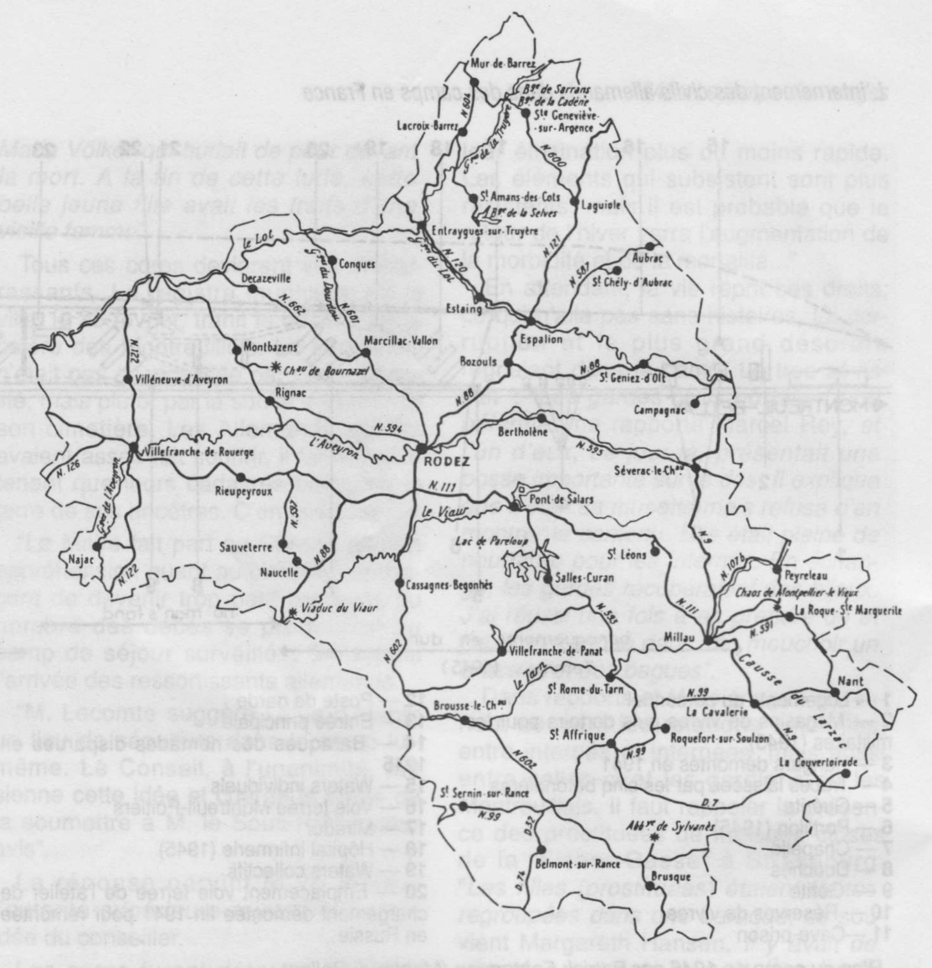
(3) — Elisabeth Barthélémy, ancienne internée. Mère allemande mariée à un Français avant la Guerre. Victime aussi des Allemands en tant que fille d'un père juif. Revint en 1985 à Montreuil-Bellay avec Margareth Hansen sur invitation de l'auteur.

(4) — Archives départementales du Maine-et-Loire. Versement du Cabinet 5 avril 1946; N°376.

(5) — Marcel Roy, adjudant-chef responsable de la surveillance du camp août et septembre 1945.

AVEYRON CHEF-LIEU RODEZ

Répondant à l'aimable invitation de la ville de Rodez, je me suis rendu dans cette ville pour assister au gigantesque spectacle "Antoine Colinet, compagnon bâtisseur". J'ai profité de cette occasion pour séjourner dans ce magnifique pays. Ebloui par la variété et le pittoresque de ses paysages, la richesse de ses monuments et de ses musées, reposé grâce à son climat serein et sa saine gastronomie, j'ai compris que ce charme émanait des sources de sa géographie et de son histoire.



L'unité dans la variété

Le département de l'Aveyron, ancienne région du Rouergue, occupe au coeur du sud-centre de la France, un coin à part, montagneux, isolé. La nature l'a préservé, malgré quelques infiltrations, des grandes invasions étrangères, conservant ainsi une population racinée. Toutefois, dans cette unité apparente, la diversité de ses paysages nous étonne et nous charme : terrains anciens de granit sombre dans le Ségala au sud et de la Viadène-Campuac au nord; terres rouges (rougier) de St-Christophe au centre et Camarès au sud-est; calcaires gris-bleuâtres des Causses insérés entre les deux massifs de terrains anciens; noirs basaltes des monts d'Aubrac au nord-est de formation relativement récente.

Le spectacle Antoine Colinet

Pour la troisième année consécutive, la ville de Rodez organisa du 1er au 13 août un spectacle grandiose préparé par 28 professionnels et 1000 bénévoles : "Antoine Colinet, compagnon bâtisseur".

L'histoire se passe en 1510 lors de l'incendie du premier clocher de la cathédrale, provoqué par négligence par le jeune compagnon-bâtisseur, Antoine Colinet. L'évêque François d'Estaing fit alors construire sur la partie supérieure un nouveau clocher dans un style flamboyant, merveille que chacun peut encore admirer de nos jours, ce qui fit dire avec humour à A.Monteil dans *L'Histoire des Français des divers états* :" Nous aimons la magnificence, j'entends la magnificence bien placée, car, tandis que nous avons laissé toute lisse, comme le plat de la main, la partie de notre clocher qui ne se montre qu'à la ville, nous avons fait dispendieusement sculpter la partie supérieur qui se montre aux étranger". Antoine Colinet reviendra de son exil volontaire, participera à la fin des travaux et trouvera pardon et bonheur.

Deux cents comédiens animent des scènes médiévales qui se succèdent au rythme d'une musique envoûtante et sur fond d'images géantes et d'effets spéciaux particulièrement réussis.

On assiste aux marchés, processions, épidémie de peste, travaux des compagnons où personnages et animaux évoluent dans un décor proche du réel.

Ce spectacle se déroulera à nouveau l'année prochaine, et l'on nous assure qu'il sera encore plus grandiose. Un conseil : ne le manquez pas !

Un peu d'histoire

Les Ligures, émergés du fond préhistorique ont tout d'abord peuplé la région. Puis, à la fin du VIe siècle avant J.C., les Celtes ou Gaulois arrivèrent. Ils subirent la domination des Romains puis celle des Wisigoths et enfin celle des Francs. Au Moyen-Age les comtes de Toulouse et les ducs d'Acquitaine se disputèrent la région. Mais, sous l'influence des gens d'église, le Rouergat conserva son indépendance et s'initia, un des premiers, au régime féodal. A partir du XIIIe siècle le pays supporta, cinq siècles durant, les calamités, les incursions fréquentes des Anglais dominateurs, les guerres de religion sanglantes, puis le poids accablant de la royauté de droit divin que le Rouergue osa discuter : à l'ouest, quand les croquants du pays villefranchois se soulevèrent contre le poids des impôts; à l'est, quand les camisards des Cévennes, dans un dernier sursaut religieux se révoltèrent. Puis en 1789, le Rouergue, devenu le département de l'Aveyron, accompagna le mouvement libéral de l'ensemble du pays.

Les forêts

Il est certain que la surface du département était, aux âges préhistoriques, couverte d'arbres et d'humus aussi bien sur les terres dures que sur les causses - la lignite qui fut exploitée sur le Larzac et autres causses en est la preuve. Les forêts offraient aux hommes, en même temps qu'une protection contre les animaux, des ressources alimentaires et des points d'eau. Partout on trouve sur le sol aveyronnais des traces de l'homme préhistorique; le grand nombre de dolmens dans le triangle Laissac-Campagnac-Sevrac révèle une population particulièrement dense de cultivateurs.

Le fer, le cuivre, l'argent, que recélait le sol rouergat furent exploités au temps de la Gaule indépendante puis romaine, entraînant la destruction de forêts entières pour extraire le métal. Aux forges révélées en maints endroits par des amas de scories, succédèrent les potiers et les verriers (région de Millau).

Les forêts détruites ne purent se reconstituer sur le calcaire où déjà s'exerçait la vie pastorale. Le mouton ne laisse pas pousser l'arbre, et sans arbre, le causse est privé d'humus et d'eau. Que ne se souciait-on, à l'époque, de la souveraine utilité de l'arbre ?

Dans le reste du pays, les massifs d'arbres y sont encore très importants, et comme les essences se ressentent de l'altitude, on trouve en Aveyron une variété considérable d'espèces du fait de son sol accidenté et divers : vignes, châtaigniers, hêtres, chênes, pins, noyers, sorbiers, bouleaux, alisiers blancs, rouvres, érables, noisetiers, buis, génévriers, etc... Dans les bois, les champignons se développent en abondance (Villefranche, un des centres les plus actifs, en exportait 275 tonnes en 1922).

L'agriculture

La majorité de la population rouergate est pauvre avant 1789. M. Lempereur, dans *L'Etat du diocèse de Rodez en 1771*, cite une déclaration d'un desservant à son évêque : "Le sort de nos paysans est de souffrir la faim, de


" Nant . Les Halles "

vivre de châtaignes et de boullie sans pain (...) Il leur reste à mendier, manger peu et mourir de faim". On fut longtemps avant d'adopter la pomme de terre comme aliment et le perfectionnement de l'outillage agricole améliora la condition des paysans. (1)

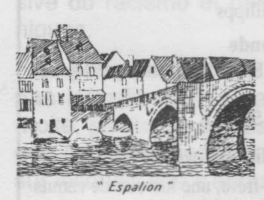
L'élevage est activité non négligeable : chevaux, boeufs et vaches dans l'Aubrac; porcs dans le Segala, mais surtout, bêtes à laine et chêvres dans le causse. Les mulets, fort nombreux dans le Larzac au XVIIIe siècle, étaient amenés en Espagne et les ânes chargés de deux paniers convenaient très bien pour le transport des denrées avant l'aménagement des routes.

Sous-produit de l'élevage, la fabrication du fromage deviendra une importante industrie : fromage de Lagniole, de *Cabécous,* mais surtout le célèbre Roquefort, exporté dans le monde entier.

On y récolte des fruits variés, et si les vignerons n'y sont pas nombreux, on y déguste d'excellents crus.

Enfin, l'Aveyron vient en tête des départements français pour les plantes médicinales spontanées. La montagne fourni la gentiane, l'aconit; le Segala la fougère mâle, la digitale, le bouillon blanc, la bourdaine; les causses sont riches en lavande vraie, busserole, petit-chêne, thym, jusquianne, belladonne, etc...

L'eau


" Espalion "

Les 7040 km de cours d'eau labourent profondément tous ces terrains. Le Lot, le Tarn, l'Aveyron, le Viaur bien sûr, mais un nombre considérable de sources qui viennent grossir ces rivières et dont le caprice des parcours nous réserve des surprises : cascades (de Salles-la-Source, de Creissels, des Saliens...); Grottes (de Solsac, de Dargilan, de Combalou...); Abîmes (Mas-Raynal, de Grotte-Peyrols; pertes de rivières ou le surprenant *Enfer de Bozouls,*gouffre au creusement profond.

Ils renferment des ressources admirables au point de vue de la pêche : la truite commune, la truite saummonée qui se nourrit notamment de crustacés ce qui lui donne sa coloration rougeâtre, le barbeau, la vandoise, le goujon, le chevaine, l'anguille, la carpe, la loche, la tanche, etc... Les oiseaux aquatiques fréquentent les rives des cours d'eau : le merle d'eau, le martin-pêcheur, le râle d'eau, la poule d'eau, etc...

L'Aveyron ne possèdait pas de lacs jusqu'à ce que la *fée Electricité*, s'emparant de la force des nombreuses rivières, crée de multiples étendues d'eau, dont les plus remarquables, dans la région du Lévézou, sur la route de Rodez à Millau, offrent aux amateurs de sports nautiques cinq lacs d'une superficie totale de 1800 hectares.

Les moyens de communication

Le développement des chemins et routes et l'établissement des voies ferrées a puissamment contribué au développement économique de la région. Au XVIIe siècle, les routes étaient "à peine praticables aux courriers et gens de cheval et absolument interdites aux voitures et charrettes". Le XVIIIe siècle vit établir les premières grandes routes, encore imparfaites et surtout réalisées grâce aux *Ateliers de Charité* créés par l'administration locale à la fin de l'ancien régime. Mais c'est surtout au XIXe siècle que le véritable réseau routier fut réalisé reliant les principales villes du département. Routes pittoresques et parfois dangereuses qui franchissent les ravins, descendent les rivières, remontent à flan de coteaux, suivent les lignes de partage des eaux ou filent tout droit sur les plateaux caussenards.


"Viaduc du Viaur"

Jusqu'à la veille de la grande guerre on voyait encore sur les grands axes routiers d'antiques coches remplacés bientôt par des autobus postaux et de nombreux véhicules automobiles.

Le développement du chemin de fer est parallèle au développement industriel de la région. La *Compagnie du Grand Central* fondée par le duc de Morny au début du Second Empire, se proposait de desservir les principaux bassins houillers et métallurgiques qui entourent le Massif Central. Les voies ferrées Capdenac-Laguépie et Capdenac-St-Christophe furent livrées au public dès 1858.

L'industrie


"Conques - L'Eglise"

Le Rouergue a été connu dès son apparition dans l'histoire pour ses fromages, ses métaux précieux et ses toiles. Les Romains retiraient de grandes quantités d'argent des montagnes. Les Ruthènes s'étaient rendus célèbres par leur habileté dans le travail des métaux et dans l'art de la bijouterie (à voir l'inestimable trésor de l'église St-Foy de Conques). Durant le Moyen-Age les mines du Rouergue furent activement exploitées, ce qui donna lieu à la création des hôtels de monnaies à Rodez et à Villefranche. Ces nombreuses mines (Asprières, Peyrusse, Mauron, Villefranche etc.), dont les vastes amas de déblais entassés sur les bords attestent encore l'importance, fermèrent au XVIe siècle après la découverte de l'Amérique et des mines du Mexique et du Pérou qui fournirent à elles seules l'or et l'argent à tôute l'Europe.

Les mines de cuivre résistèrent plus longtemps et continuèrent pendant le XVIIe siècle d'alimenter les nombreux moulins à martinet que l'on avait construits près de Villefranche.

Les concessions de lignite dans la région de Millau ne furent jamais très importantes et les mines de phosphate exploitées après 1870 sur le causse de Villefranche et près de Bozouls furent épuisées en moins de 30 ans.

L'industrie de la toile y était florissante au XVIIIe siècle et en 1848 la toile du Rouergue, très renommée, se vendait fort bien sur la foire de Beaucaire et en Catalogne. Chaque maison avait sa chenevrière comme son potager. Toutes les femmes filaient mais les tisserands durent bientôt abandonner devant la production intensive des manufactures du Nord et les quelques usines ont dû fermer leurs portes.

Sur la route de Rodez à Decazeville, après le frais vallon de l'Auterne et le *rougier* de St-Christophe, on arrive au pays du *grésier* : le grès y est mêlé de schiste et de houille. A Auzits commence le bassin houiller dont le périmètre s'étend jusqu'au delà du Lot affectant un zone de 10 km².

Ces dépôts houillers de la fin de l'époque primaire se recouvrirent de sédiments. Des soulèvements postérieurs - à la fin de l'époque tertiaire - les ont fait affleurer révélant ainsi une importante couche houillère, la plus importante d'Europe. Les paysans usaient de la houille dans leur cuisine, mais son exploitation industrielle n'eut lieu qu'en 1826, sous l'impulsion de Decazes, ministre puis ambassadeur qui créa la *Compagnie des Houillères et Fonderies de l'Aveyron.* De là est née la ville de Decazeville, du nom de son fondateur.

Un Ruthénois, F.G. Cabrol, fit installer un premier haut-fourneau qui donna de la fonte. Ainsi de Decazeville et Aubin, ville voisine, avec leurs hauts-fourneaux, laminoirs, ateliers de construction, sortaient des rails qui servirent à l'établissement des lignes de chemin de fer et des poutrelles et du fer en barre dont on usa pour la construction des nombreux ponts métalliques de la région.

A Viviez, la *Compagnie de la Vieille Montagne*, société belge, possédait une fonderie de zinc qui traita jusqu'en 1904 le zinc brut venant de Villefranche. Elle traita ensuite du zinc venu de Sardaigne.

Aujourd'hui, toutes les mines sont fermées. Seule, *La Découverte* a continué a extraire son charbon à ciel ouvert (2).

Les industries ont déserté peu à peu la région laissant à Decazeville 34 hectares de friches, de batiments enchevêtrés dans un état plus que précaire. Aussi, fumées insalubres et maisons grises ont fait place à un site luxuriant, et la municipalité se bat pour reconquérir des industries moins poluantes et plus de touristes. A propos de tourisme, poussez jusqu'à Aubin visiter le musée de la mine, très instructif pour les enfants (3)

Millau, ancienne ville gallo-romaine, devint cité industrielle au XVIIe et XVIIIe siècles. C'est la ville de la tannerie, mégisserie, corroierie et ganterie. Elle occupait encore 6000 personnes en 1957, malgré les crises et les grèves de 1931 et 1934 (4). Il ne reste plus aujourd'hui que 650 salariés.

Rodez, une ville à la campagne

Le chef-lieu du département à 630 mètres d'altitude couronne un îlot aux paroies abruptes choisi parmi ses premiers occupants à cause de sa position défensive mais surtout

(1) - Il faut visiter l'important *Musée du Rouergue* situé dans le ravissant village de Salles-la-Source proche de Rodez, un des sites classés les plus beaux de France.

(2) La visite de ce site s'impose. Le responsable du service technique de la mairie de Decazeville me montra aimablement un chemin d'où la vue est particulièrement admirable. Renseignez-vous !

(3) Voir Gavroche 27/28 : Le drame de Decazeville.

(4) Le musée de Millau et des Causses présente, entre autres, une histoire des travailleurs de la peau et du gant.


"Rodez. La Cathédrale"

parce que l'eau y est abondante. Rodez est au carrefour des diverses formations géologiques décrites plus haut, ce qui en fait un endroit de marché idéal où chacun y transporte ses propres produits pour les échanger. Les foires faisaient la richesse du bourg au Moyen-Age : elles attiraient les marchands depuis Clermont ou Le Puy jusqu'à Barcelone.

L'antique Segodunum (forteresse sur une hauteur), capitale des Rutheni, prit vers le IIIe siècle le nom de ses habitants, Rotena, Rodena, Rondès, Rodez. Les évêques établis au Ve siècle, joignirent bientôt à leur autorité spirituelle le pouvoir temporel sur leur cité. Toutefois, une agglomération, demeurée distincte échappa à la domination épiscopale; il y eut, comme en beaucoup d'autres villes de la Gaule, le Bourg et la Cité, dont les maîtres et les habitants furent souvent en lutte. Le Bourg devint la capitale du Comté de Rodez qui dura de 1112 à 1589, jusqu'à l'avènement d'Henri IV. La ville entière qui, en vertu d'une charte octroyée d'un commun accord par le Comte et l'Evêque au XIIIe siècle ne formant plus qu'une seule municipalité, redevint la capitale effective du Rouergue.

La belle cathédrale de grès rose est visible de plus de 100 km à la ronde. Sa construction a duré deux siècles et demi de 1277 à 1535. Sous la Restauration, à la place des anciens remparts, on a aménagé une grandiose promenade, *le Tour de Ville*, pourvue de grandes terrasses appelées *fénéstras*. Aujourd'hui les quartiers insalubres ont été restaurés redonnant à la vieille ville son aspect ancien.

Rodez, qui n'a pas de grande vocation industrielle, restera un carrefour économique important, avec son centre scolaire de 15000 élèves et une population de 26800 habitants -il y en avait 15000 en 1921-, elle peut prétendre à un avenir à la fois culturel, économique et touristique.

Amateurs d'histoire, de vieilles pierres, d'archélogie, de botanique, de minéraux, de champignons; amateurs de randonnées, de pêche, de sports, amateurs de calme et de bonnes tables, faites donc un tour... en Aveyron.

Gavroche



Les perdants
par Francis Arzalier

A l'heure où les frontières semblent de plus en plus perméables, où des moyens de transports de plus en plus rapides permettent de franchir en quelques heures des distances qui demandaient hier des journées, des semaines, voire des mois de voyage, il pourrait être tentant de décréter la fin des nationalismes au profit d'un grand "brassage" des populations, et, par voie de conséquence, la disparition progressive du racisme et des luttes inter-ethniques.

Et puis, poursuivant ce rêve, il n'est pas interdit d'imaginer que l'extrême droite, privée de ces pseudo-arguments que sont le nationalisme ou le racisme, sur lesquels elle s'appuie pour mobiliser ses troupes et qui lui offrent de temps à autre quelques victoires politiques, se taise enfin - et pour toujours. Pourtant les conflits entre nationalités, qui traduisent souvent des problèmes d'ordre essentiellement économique et politique, ne paraissent pas devoir s'estomper à court terme. L'exemple de l'URSS, actuellement en proie à de violents combats dans ses républiques "périphériques", nous en fournit la preuve.

Dans *Les perdants*, Francis Arzalier analyse ce qu'il nomme "la dérive fasciste des mouvements autonomistes et indépendantistes au 20ème siècle". En dépit de quelques points discutables (Francis Arzalier a un peu trop tendance à amalgamer les divers mouvements en faveur de l'autonomie ou de l'indépendance d'une région, et à ne pas différencier ceux dont l'idéologie est clairement de gauche, comme l'ETA, et ceux qui, dès leurs origines, adhèrent à l'extrême droite), en dépit de quelques réserves, donc, ce livre constitue une précieuse enquête et retiendra peut-être certains militants de s'engager trop avant dans les luttes régionalistes. Non que l'auteur soutienne que toutes ces luttes soient par définition malsaines. Certaines revendications régionalistes sont tout à fait fondées, reconnaît-il. Les pouvoirs politiques, fortement centralisés, en France comme ailleurs, ont toujours eu tendance à réprimer tout ce qui pouvait minimiser leur hégémonie et se sont constamment élevés contre l'usage de telle ou telle langue à vocation régionale ou contre des coutumes qu'ils qualifiaient aisément de "désuètes" sitôt qu'ils y percevaient la moindre menace. Il suffit d'évoquer à ce propos le cas de la Bretagne ou du Pays Basque...

Alors que la plupart des mouvements régionalistes, avant guerre, prêtaient une oreille complaisante aux discours flatteurs et démagogiques des fascistes ou des nazis, qui se disaient près à accorder, en théorie, l'indépendance de la Bretagne ou l'autonomie de l'Alsace, il y en eut, heureusement, qui furent non seulement de gauche, mais surtout activement antifascistes. En Italie, écrit Francis Arzalier, "la majeure partie des autonomistes sardes s'intègre à la lutte antifasciste". En Espagne, "les revendications basques et catalanes lient leur sort au mouvement républicain et aux partis de gauche. (...) Les masses ouvrières catalanes, les ouvriers de Bilbao, les paysans basques et leurs prêtres s'opposeront majoritairement au soulèvement militaire franciste : ici, nationalisme est synonyme d'antifascisme, voire de révolution sociale".

Il faudra pourtant de nombreuses années, après la guerre pour que les mouvements régionalistes acquièrent à nouveau une certaine influence, car ces exemples encourageants cités par Francis Arzalier ne suffisent pas à faire oublier que les dirigeants régionalistes ont rejoint en grand nombre, parfois bien avant le déferlement des soldats nazis sur l'Europe, les rangs de l'extrême droite. Cette adhésion n'est d'ailleurs pas particulière à la France, ni même à l'Europe, puisqu'elle a pu être observée aussi bien en Afrique du Nord qu'en Asie. Partout ou presque, les théories totalitaires séduisirent les mouvements autonomistes ou indépendantistes. Le régionalisme contiendrait-il en germes les risques d'une telle adhésion ?

Francis Arzalier répond que les mouvements régionalistes, par leurs revendications (le droit à ce que l'on peut appeler "l'autodétermination") sont loin, en général, de se situer initialement à l'extrême droite, mais qu'ils sont investis par des individus qui les détournent de leurs buts. Dès lors, seront accentués les points suivants :

" — La haine de tout ce qui met en accusation l'inégalité sociale et politique (...)

— Le mépris pour la démocratie, pour ses institutions, syndicats, partis politiques et les libertés qui codifient le libre jeu des idées, héritage, en France, de 1789;

— La sympathie, à contrario, pour les doctrines de force et d'autorité, où la loi vient avant le droit, le chef avant le peuple, l'Etat statufié avant l'homme;

— Le refus, enfin, de reconnaître la division de la société humaine en classes sociales, en exploiteurs et exploités, de reconnaître la réalité de la lutte des classes. Dès lors, plus de solidarité entre les travailleurs au-delà des frontières, mais des groupes humains, nations, ethnies ou races, que ne parcourt aucun conflit interne. C'est toujours l'étranger, venu d'ailleurs, qui est cause de troubles et qu'il faut expulser. Niant la lutte des classes, on débouche directement sur une définition de la collectivité par le seul critère qui reste, la race, l'appartenance biologique".

Si le développement actuel de la société, où les multiples pratiques culturelles tendent finalement à se ressembler, entraîne une vision réductrice du monde en gommant les singularités des peuples, l'inverse, à savoir le régionalisme, qui grossit comme avec une loupe ces singularités, laisse sceptique. Car il peut s'avérer très dangereux de définir un individu par rapport à son lieu de naissance, par rapport à sa culture (qu'il n'a pas forcément choisie), par rapport à sa langue ou à sa couleur de peau. Il est vrai que les mouvements régionalistes, aujourd'hui, échaudés par l'expérience passée, insistent plutôt sur ces particularités pour réunir, et non plus exclure. Mais le danger existe. Lorsque des individus sont ainsi définis, des apprentis sorciers s'ingénieront tôt ou tard à promouvoir leurs idées. La "Nouvelle droite" a repris à son compte le "droit à la différence". Ce n'est pas un hasard. Ce thème peut être exploité de façons totalement opposées. Il est à manier avec mille précautions, même s'il semble, au demeurant, garantir toutes les libertés. Le droit à la différence, dans certaines bouches, signifie la suprématie d'un peuple sur un autre, au nom d'une langue ou d'une culture prétendûment supérieure, et légitimera, demain, la notion de "race pure". On ne connaît que trop la conclusion d'un tel discours.

"Chaque fois que la nation, la *race*, la religion, la langue, tout ce qui fait l'identité, passe avant l'homme, le risque de dérive est présent", rappelle à juste titre Francis Arzalier, qui se pose, et c'est à son honneur, parfois plus en militant dans ce livre qu'en universitaire.

Il serait absurde de rejeter systématiquement les luttes régionales, qui expriment souvent l'exaspération d'une population face à un pouvoir central oppressant. Mais elles ne constituent qu'une fraction d'une lutte plus globale, et ne doivent pas prendre le pas et devenir un but en soi. Que nous importent l'indépendance de la Corse, des républiques Baltes ou de la Guadeloupe, si c'est pour assister à la création d'un nouvel Etat, oppressif et centralisateur comme le sont tous les Etats, et qui

ne tiendra pas plus compte des aspirations de ses "sujets" ? Il n'est que temps de se débarrasser des frontières. L'extension de la justice et de la liberté passe par l'extension de la solidarité entre "opprimés", bien que le mot ne soit plus trop à la mode, et le régionalisme montre ici ses limites. Ce livre de Francis Arzalier, *Les perdants*, nous met utilement en garde.

Ed. La Découverte.

T. MARICOURT

La mort de Marat
par Jacques Guilhaumou

Dans l'excellente collection "La mémoire des siècles", Jacques Guilhaumou, chargé de recherches au CNRS en Sciences du Langage, s'est attaché à étudier l'événement de la mort de Marat et ses répercussions, de son assassinat par Charlotte Corday le 13 juillet 1793 au soir jusqu'aux cérémonies qui voient la généralisation du culte de l'*Ami du Peuple* dans les sections parisiennes en septembre-octobre 1793.

Le processus enclenché par la mort de Marat est "le retournement de la terreur exercée par les ennemis du peuple contre eux-mêmes"

L'auteur résume bien l'argument central de son ouvrage en écrivant :

"Au centre de l'initiative de la terreur se trouve désormais le corps meurtri de Marat. Les ennemis ont imprimé la terreur sur ce corps en le mutilant. Il s'agit donc de *retourner* une telle action négative, puis de l'assumer, de l'affirmer positivement au profit du mouvement révolutionnaire.

L'exposition et l'ambulance du corps de Marat pendant les cérémonies funèbres marquent le point de départ d'une réalisation effective de l'appel à la vengeance qui aboutira à la mise à l'ordre du jour de la terreur."

Cette politique de vengeance contre les ennemis du peuple appuyés par les Cordeliers et les Citoyennes Républicaines, principaux bénéficiaires de la mort de Marat, verra rapidement passer le mouvement révolutionnaire parisien de l'énoncé "Marat n'est pas mort" à l'injonction "que l'on mette la terreur à l'ordre du jour".

L'étude minutieuse de ces quelques semaines permet à Jacques Guilhaumou "d'appréhender un moment décisif dans l'histoire du mouvement révolutionnaire parisien".

Ce livre refermé on pourra se reporter, pour en savoir plus sur l'Ami du peuple, à la réédition de la biographie de Marat par Jean Massin (Ed.Alinéa), et à un texte de Marat lui-même : *Les chaînes de l'Esclavage* (Ed.Complexe).

Dans la présentation de cet ouvrage, Michel Vovelle précise que l'anticipation majeure de l'auteur des *Chaînes de l'Esclavage* reste bien le refus de la voie réformiste, l'affirmation de la nécessité de l'insurrection et de la subversion. C'est en cela qu'il est l'un des maîtres à penser, et peut-être l'un des seuls, à ce point, de la Révolution Française.

Editions Complexe, Bruxelles, 1989 (169p).

Charles Jacquier

Dictionnaire historique des rues de Marseille
par Adrien Bles

Il y a deux façons de lire le Dictionnaire d'Adrien Bles.

La plus habituelle consiste à signaler que ce livre présente, en plus de 400 pages, un corpus de 6800 fiches de rues actuelles ou détruites, amenant une énumération étrange où les noms et les appellations les plus inattendues se côtoient grâce aux vertus surprenantes de l'ordre alphabétique.

Le lecteur curieux comme l'historien pourront dorénavant s'y reporter au gré de leurs plaisirs ou de leurs recherches. Tous possèdent désormais un outil documentaire sûr comparable à l'ouvrage du même type, de Jacques Hillairet sur Paris (aux Editions de Minuit).

Cependant, à la lecture des notices, comme à la vue de l'iconographie du livre, c'est un autre sentiment, d'abord ténu, puis de plus en plus prégnant, qui se manifeste. Il est difficile de le caractériser autrement que par un mélange incertain de tristesse et de nostalgie à l'évocation de tant de maisons, de monuments, de rues, détruits ou disparus.

Si l'on partage l'opinion selon laquelle "les villes vivent comme des êtres si l'on prend la peine de les écouter" (J.-M. Palmier, *Retour à Berlin*, Payot), ce dictionnaire peut être un des moyens les plus sûrs de suivre le rythme et l'évolution de cette existence. Loin des clichés faciles et des pagnolades grotesques, cette promenade dans le patrimoine onomastique de la ville rappelle que "ceux qui sont vraiment installés ici (...) savent quelque chose de la tristesse de Marseille" (W.Benjamin, *Sens unique*, Denoël).

Charles Jacquier

Histoire de la littérature libertaire en France *par*
Thierry Maricourt



Un écrivain libertaire est un écrivain indépendant et non conformiste. Il bâtit ses oeuvres à l'écart des chapelles littéraires et des lancements publicitaires. Il ne cherche pas à exciter et flatter les bas instincts du public et ne se plie pas aux exigences des directeurs de "collections" qui "ont du succès". Il n'hésite pas à critiquer toute forme d'autorité (armée, clergé, justice, politiques), sans pour autant en faire un élément de son succès. Dégagé de toute pression d'où qu'elle vienne, lecteurs ou éditeurs, il écrit ce qui lui plaît.

Seulement voilà, tous ceux qui répondent à ces critères refusent, et c'est logique, de se retrouver sous une même houlette, d'adhérer à un groupe, à une organisation politique : ils refusent de s'imposer un carcan qui risquerait de mettre en cause leur indépendance, leur liberté de pensée :"La littérature possède une fonction sociale, à condition qu'elle ne se mette pas au service d'une idéologie".

Partant de là, on comprend la difficulté de prétendre écrire une Histoire de la littérature libertaire en France sans même évoquer les maîtres à penser comme Proudhon ou Elysée Reclus. Et pourtant cet exploit, Thierry Maricourt l'a réussi sans peur de s'exposer aux critiques de ceux qui penseront qu'"on en a oublié" ou que "celui-là est de trop". Pour ma part, je me garderai bien de toute observation.

L'auteur prévient qu'il se limite à l'étude de la littérature généralement populaire et d'inspiration anarchiste relevant du domaine de "l'imaginaire" : roman, poésie, théâtre, pamphlets, essais... "Le mot littérature est pris ici dans son sens étroit, ordinaire" précise-t-il, écartant ainsi tous les auteurs théo-

riciens. Son étude rassemble des hommes aussi différents que le riche O.Mirbeau et l'ouvrier H.Poulaille ou que le débordant J.Vallès et le réservé Agustin Gomez-Arcos. Il se refuse à considérer cette littérature comme marginale, comme le prouve le succès des ouvrages de Jules Vallès, M.Zévaco ou, dans un temps plus proche de nous, de Camus ou M.Ragon. Pas d'unité non plus dans le style, qui va du surréalisme de J.Mayoux à la sagesse de style de L.Descaves et au classicisme strict d'A.Camus.

Les valeurs qui unissent ces écrivains, qui sont plus enclins à prendre en compte les doléances des victimes que le triomphalisme des oppresseurs, on les trouve dans les thèmes abordés :

— La parole ouvrière : le travail des hommes; la pauvreté "Dans un monde où la richesse est affichée sans vergogne, où la misère est pudiquement camouflée, la délinquance est un phénomène logique"; le salariat qui est censé freiner l'émancipation de l'individu; mais aussi l'autodidacte dont Lucien Descaves dit qu'il est le produit d'une vocation.

— La guerre : c'est à dire le pacifisme et la dénonciation de l'armée; l'armée est une des cibles préférées des écrivains libertaires car c'est dans son milieu que l'autorité atteint son apogée.

— L'illégalisme : la loi est entre les mains de qui détient le pouvoir... si le pouvoir est contesté, la loi s'avère caduque. Les auteurs se sont bien souvent inspirés des "bandits tragiques" des attentats dits "anarchistes". Par exemple, Maurice Leblanc, dont le héros Arsène Lupin devait faire une carrière prodigieuse, aurait pris pour modèle Alexandre-Marius Jacob, chef des "Travailleurs de la nuit", condamné en 1905 au bagne à perpétuité pour avoir organisé 106 vols méthodiques, et qui sera libéré en 1926, grâce à une campagne faite en sa faveur.

— Le monde nouveau : Science-fiction et espoir dans l'avenir.

— L'enfant : du *Jacques Vingtras* de Jules Vallès à *La croisade des enfants* de Bernard Thomas, une série de réquisitoires contre la société inadaptée au bonheur des enfants.

C'est donc autour de ces thèmes que Thierry Maricourt trouve une unité de pensée qui lui permet de classer les oeuvres qu'il a retenues dans la littérature libertaire.

L'auteur aborde ensuite les expressions diverses de la littérature libertaire avec des études fort intéressantes sur la légende du surréalisme, sur les poètes indésirables, les autobiographies et biographies des auteurs militants. Enfin l'ouvrage nous livre les biographies et bibliographies de 23 auteurs, de Louise Michel à Denis Langlois.

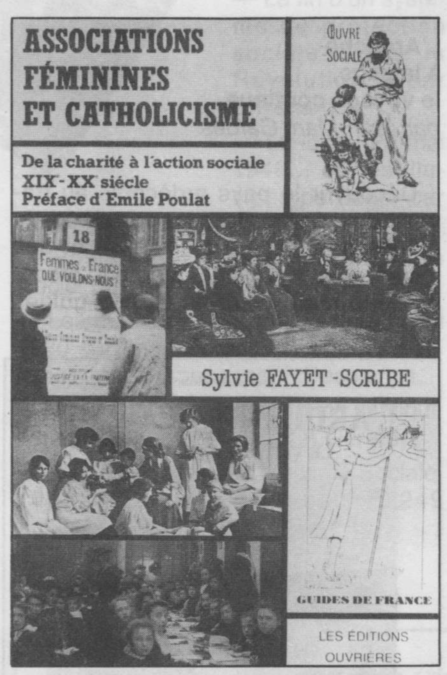
Si la consultation des 70 pages de notes relève d'une véritable acrobatie (Quand les éditeurs comprendront-ils qu'il est indispensable de reporter les notes en bas de page lorsque celles-ci sont importantes), l'index détaillé en fin de volume est le bienvenu.

L'*Histoire de la littérature libertaire* de Thierry Maricourt complète fort heureusement l'*Histoire de la littérature prolétarienne* de Michel Ragon et l'*Histoire de la littérature populaire* de Yves-Oliver Martin. C'est un ouvrage important (492 pages, 150 F.) que nous conseillons à nos lecteurs de se procurer directement chez l'auteur : Thierry Maricourt, B.P. 403, 80004 Amiens cedex.

Georges Pelletier

NOUS AVONS REÇU :

Associations féminines et catholicisme, XIXe - XXe siècle
par Sylvie Fayet-Scribe



"Vive l'histoire en train de se constituer hors de toute orthodoxie". Ce texte de la préface d'Emile Poulat n'est pas un mince éloge. Voilà un livre sérieux qui dresse un inventaire des oublis de l'histoire récente. Le monde masculin, tout comme le catholicisme, laisse dans l'ombre ce qui n'émane pas de lui. L'Eglise, dans les faits, n'a guère pensé l'Homme qu'au masculin; à moins que la femme ne fut reine, martyre ou religieuse. Il a fallu à Sylvie Fayet-Scribe la patience d'un archéologue —et presque d'un policier— pour reconstituer l'histoire et la renouveler à partir de vestiges "invisibles".

L'auteur n'a pas cru qu'il n'y avait rien à voir dans les réseaux *d'invisibilité* qu'elle observait "On est là, dit E. Poulat, devant une grosse pelote de laine : quand on a trouvé le fil, tout vient et on est étonné de ce qui vient, de la masse des problèmes en jeu et des questions sans réponse". J'y ai personnellement trouvé l'origine du Guidisme, fondé à La Haye-Malherbe dans l'Eure, au château d'Argeronne, de mademoiselle de Montmort. Le texte fourmille de noms et de renseignements concernant les associations et l'action sociale féminines. Il est illustré ou complété de photos, reproduction de textes, tableaux et pages de revues. Un vrai catalogue en somme, qu'on ne peut résumer, très éclairant sur la concurrence laïque et les initiatives féminines. Plusieurs fois revient le nom de Mère Marie du Sacré-Coeur, une religieuse qui croyait à la nécessité d'une réforme de l'enseignement féminin et dont Rome condamna l'ouvrage...

Sylvie Fayet-Scribe et sa collègue Evelyne Diebolt s'attachent à deux initiatives privilégiant l'éducation populaire et l'assistance sociale : l'Union Familiale de Charonne et la Résidence sociale de Levallois-Perret, qui toutes deux à Paris suscitèrent de vives résistances : "Indépendantes de toute action masculine parallèle, sans caractère confessionnel et sans contrôle ecclésiastique, sans souci de "secourir" et "convertir" la population ouvrière, elles se structurent, s'organisent et se développent... nouveau réalisme chrétien (expression chère en ces années au Père Laberthonnière) celui de la charité qui ne fait acception de personne et qui, allant au plus pressé, change de dimension" (E.Poulat)... De la charité au réalisme, et à l'action sociale. 211 pages, 120 F . Editions ouvrières, 47 rue Servan 75011 Paris.

J.S.

Le clergé jurassien face à la Révolution Française
par Jean-luc et Joseph Bécu

Le département du Jura, est une région foncièrement religieuse, et l'église catholique y est toute puissante à l'aube de la Révolution. Quel a été le comportement de ses prêtres pendant toute la période révolutionnaire ? C'est le travail minutieux auquel se sont livrés les auteurs de cet ouvrage qui ont dépouillé consciencieusement les archives locales pour répondre à cette question. Ils nous présentent cette

étude chronologiquement en la ponctuant de nombreuses reproductions de documents.

Dès 1791, l'Eglise se divise en deux partis, à l'occasion du serment : 65% de jureurs contre 35% de réfractaires pour l'ensemble du département, alors que pour le district d'Arbois, 85 prêtres sur 87 sont favorables au changement ! La déchirure s'accentue en 1792 ; les réfractaires deviennent "les ennemis de l'intérieur", et les jureurs, des patriotes. Expulsions, répressions, déchristianisation suivies de la lutte légale contre la religion catholique, puis, réconciliation des deux Eglises en 1801.

Il est intéressant d'étudier ainsi le comportement des prêtres et du clergé jurassien pendant la Révolution, en tenant compte toutefois d'arguments propres au territoire. Ainsi, faut-il tenir compte de la mentalité des campagnes (ou plutôt des montagnards) fort imprégnée des traditions et des superstitions, de la proximité de la Suisse, refuge des prêtres réfractaires prêts à intervenir. Cette étude permet de montrer combien les décisions de Paris étaient appliquées avec retard sous une forme atténuée, et comment ces conflits religieux permirent de règler des "histoires de clochers" proches des règlements de comptes personnels.

En résumé, une étude sérieuse et originale, contribution utile à l'étude de la période révolutionnaire.

Dominique Guéniot, éditeur, BP 4, 52200 Langres.

G.P.

Les Girondins de Lamartine (T. 2)(*)
Par Antoine Court

En 1846, la parution de *L'Histoire des Girondins* coïncida avec les élections qui consolidaient le pouvoir en place, grâce à la corruption ministérielle. Les pages de ce livre, écrites de main de maître, eurent un succès considérable et participèrent au développement d'un nouvel esprit révolutionnaire. Lors du banquet réformiste (c'était la mode à l'époque) offert par la ville de Mâcon à son enfant, le 18 juillet 1847, Lamartine avait annoncé publiquement la chute prochaine de la maison d'Orléans; il allait bientôt tenir dans ses mains les destinées de son pays.

Il est vrai que *L'Histoire des Girondins* fut considéré (il l'est toujours) comme un ouvrage "bourré" d'inexactitudes et d'omissions. "Monsieur de Lamartine n'est pas un homme sérieux" dira de lui Guizot. La volumineuse correspondance reçue par Lamartine au sujet de ce livre est justement analysé par Antoine Court. Force est de constater que l'auteur —malgré ses promesses— ne tiendra pas, ou peu, compte des observations reçues, dans les éditions qui suivirent.

Il ne s'agit donc pas de contester ces critiques quant à la restitution concrète des faits, mais de reconnaître à Lamartine la grandeur de ses sentiments qui le mènent à considérer la Révolution Française comme un événement heureux, à critiquer l'avènement de Bonaparte, à relativiser la Terreur sans toutefois en faire l'éloge et défendre un personnage aussi controversé que Robespierre.

L'analyse minutieuse du célèbre ouvrage par Antoine Court nous rend encore plus attachant le grand poête que fut Lamartine, lequel, rappelons-le, mourut presque oublié et fut tenu, pour subsister jusqu'à sa mort, d'accepter une donation du gouvernement qui avait tué la République.

Editions de Roure, Neyzac, 43260 St-Julien-Chapteuil.

G.P.

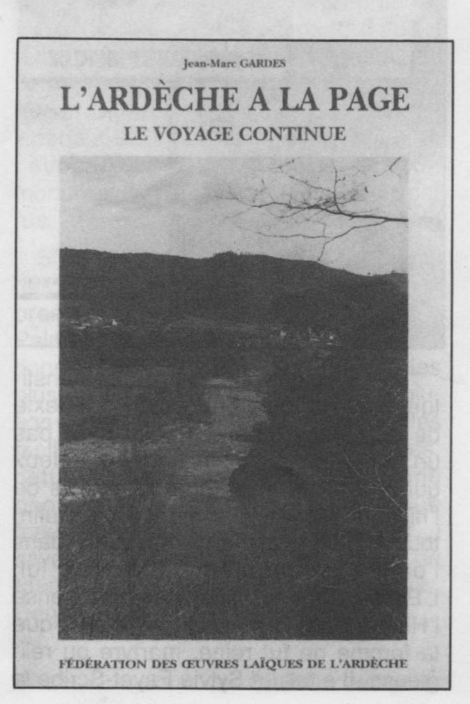
(*) (Le tome 1 avait été signalé lors de sa parution dans notre N°43)

L'Ardèche à la page, le voyage continue
par Jean-Marc Gardes

Découvrir le pays ardèchois au travers des écrits de personnalités du monde des arts, des sciences et des lettres, c'est le voyage que nous propose Jean-Marc Gardes. Et nos guides ont des noms aussi prestigieux que Chateaubriand, Alexandre Dumas, Alphonse Daudet, Simone Weil ou Roger Planchon... "Une telle terre pétrie de beauté et d'humanité a toujours été une grande inspiratrice des poètes et des peintres, des philosophes et des écrivains, des savants et des voyageurs. Son histoire et ce livre sont pleins de ces moments éblouissants..." écrit Pierre Vallier dans sa préface.

Sobrement illustré, l'ouvrage comprend en outre une liste des auteurs régionaux ainsi qu'une bibliographie détaillée et un index des lieux et des noms si apprécié des lecteurs.

F.O.L. de l'Ardèche, B.P. 219, O7002 Privas cedex. 212 pages 230 F.



Histoires vraies

Collection de récits pour enfants publiée par les éditions ouvrières, que nos lecteurs connaissent et peuvent acheter à notre librairie. Une nouvelle série vient de sortir :

— Quand la Charlotte s'en mêle, une histoire de dentellières par Nathalie Azoulai.

— Le sauvetage du proscrit, une histoire de typographes par Gaston Haustrate.

— Le paquet volé, une histoire de saute-ruisseau par Laurie Laufer.

— Les fendeurs de liberté, une histoire d'ardoisiers par Pascale Engel.

A partir d'histoires inventées, les auteurs retracent fidèlement la description des métiers et les conditions de vie parfois méconnues de ces jeunes travailleurs.

Revues

Elan N°114

Louis Lippens, le pacifiste, continue à publier inlassablement sa revue pacifiste "Elan" et ses "Elan-cartopaix", séries de cartes postales dont il nous réserve chaque année la surprise. Il débute la publication de l'essentiel de la brochure de Jean Gauchon, *Le Pacifisme Intégral*, éditée par le journal bien connu, *Union Pacifiste*.

Le numéro 10 francs, Louis Lippens, 31 rue Foch, 59126 Linselles.

Defis N°1

Il ne s'agit pas d'une nouvelle revue, *Défis* prend la suite des feuillets paci-

fistes *Des objections en monde rural* : "On continue...comme un défi, ou plutôt on recommence... Nouvelle maquette, nouveau titre, nouveaux lecteurs, nous le souhaitons !" nous informe son animateur, Pascal Georges. *Gavroche* lui souhaite bon courage.

Le numéro 20 F.,Pascal Georges, Le Bourg, 42600 Bard.

1848 Révolutions et mutations au XIXe siècle

Dans ce dernier *Bulletin de la Société d'Histoire de la Révolution de 1848 et des Révolutions du XIXe siècle*, transcription des propos échangés au cours d'une Table ronde réunie à la Sorbonne le 1er décembre 1989, avec la participation de sept éminents professeurs, animée par Jean-Claude Caron sur le sujet : *Le XIXe siècle en question.* Il est vrai que, de nos jours, l'histoire du XIXe siècle est méconnue, laminée dans les découpages chronologiques, négligée dans les programmes des concours, noyée dans les manuels scolaires. Son étude est vraiment réduite à la portion congrue, bien que cette période ait produit parmi les plus prestigieux historiens français.



Nous relevons en outre au sommaire de ce numéro :

— Paris-Bucarest : itinéraires roumains en 1848, par Dan Berindei.

— Les paysanneries françaises face à la Seconde République, par Jean-Luc Mayaud.

— Les amis d'Alfred Dumesnil. Sociabilité juvénile et fraternité révolutionnaire à la veille de 1848 par Arthur Mitzman.

— Les Blanquistes à New-York (1871-1880) par Michel Cordillot.

Le numéro 115 F. S'adresser à J.-Y. Mollier, 76 Avenue Georges-Gosnat, 94200 Ivry-sur-Seine.

Terres Ardennaises N°31

Au sommaire de ce numéro :

— Les instituteurs à Clavy-Warby, de la Révolution à nos jours, par M.Jeantils.

— L'Ecole primaire d'autrefois dans les villages de la Thiérache Ardennaise, par O.Poquet.

— Un aller et retour pour Valmy (1792), par J.-M. Rolet.

— L'Affaire du curé Petitjean, par Y.Barre-Barteaux et J.Parizel-Barre.

— 14 juillet 1880, première fête nationale : Fête de la Concorde ? par G.Rolet.

— Edouard Piette, Géologue et Archéologue ardennais, par J.-P.Pénisson.

— Yvois-Carignan dans le comté de Chiny, par S.Gaber.

Le numéro 32 F. 21 rue Hachette BP 71, O8002 Charleville-Mézières.

Prévoyance sociale passé et présent

Au sommaire :

— La fin d'un système de protection sociale sous la Révolution, par L.Trénard.

— La loi du 22 mai 1946... ou les illusions perdues, par D.Depinoy.

— Politique et prévoyance au XIXe siècle, par J.-M.Mocq.

— Les réactions devant la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales dans le nord de la France, par P.Descamps.

— Hôpitaux civils et assistance publique pendant la Révolution, par A.Gérard.

Comité d'Histoire de la Sécurité Sociale, 109 Le Haut-Pommereau 52249 Aubers.

ITINERAIRE N°7

Le dernier numéro d'*Itinéraire* est consacré à Pierre-Joseph Proudhon. Véritable biographie de ce personnage dont la pensée philosophique, quoique parfois critiquable, n'en demeure pas moins un apport considérable à la connaissance humaine.

Toute une série d'articles émaille ce numéro : La jeunesse de Proudhon, sa conception révolutionnaire pour une réalité sociale, ses conflits avec Marx, sa position face à l'Eglise et la justice, ses théories mutuelliste et fédéraliste, sa forte influence sur le mouvement ouvrier du XIXe siècle, sa contribution à l'idéologie libertaire, ses erreurs de jugement à propos des femmes, son appartenance à la franc-maçonnerie et ce qui reste de ses idées dans l'Europe d'aujourd'hui.

Le numéro : 40F, Itinéraire, 1 bis rue Emilie, 77500 Chelles.

Le Mouvement Social N°151

Trente ans d'existence ! Patrick Fridenson, dans son éditorial répond à la question : Que deviendra l'histoire sociale ? *La revue fait le pari que l'histoire sociale de la prochaine décennie (en) sortira mieux armée pour comprendre les processus de changement.* Prévision fondée sur des arguments comme l'élargissement des curiosités intellectuelles et l'extension géographique des recherches.

Au sommaire de ce numéro :

— Les migrations de travailleurs aux caraïbes, par N.Schmidt.

— Formation, déformation des classes ouvrières en Afrique, par J.Copans.

— Les mines de Lens sous l'occupation, par O.Kourchid.

— Irving Brown et la scission syndicale, par A.Lacroix-Riz.

Editions Ouvrières, 47 rue Sevran, 75011 Paris.

GAVROCHE

une revue indépendante

La revue d'histoire populaire Gavroche est indépendante de tout groupe politique, syndical, confessionnel et financier. Elle ne reçoit aucune subvention ni de l'Etat ni de tout autre organisme privé ou public.

Gavroche ne peut compter que sur la fidélité et le soutien de ses lecteurs. Vous pouvez lui manifester votre attachement en parlant de la revue autour de vous et en souscrivant ou en faisant souscrire des abonnements.







La victoire de Bouillé conforta Louis XVI, qui, se croyant le plus fort, obligea Necker à s'en aller. Il partit presque en fugitif et personne ne le regretta. C'est ainsi que s'effondrent les idoles. La fin de l'année 1790 fut triste. Notre club demeurait fermé, Anaxagoras se cachait: "Anaxagoras est prudent, disait mon patron, nous le reverrons peut-être bientôt". Les nobles émigraient de plus en plus; la cour de Turin avait rejoint à Coblentz le prince de Condé qui formait une armée contre la Révolution. L'empereur d'Autriche, le roi de Prusse harcelés par les supplications de la cour des Tuileries s'apprêtaient visiblement à







nous tomber sur le dos et les rois de Sardaigne et d'Espagne ne demandaient qu'à en faire autant. Sur ces entrefaites, les vieilles tantes du roi se sauvèrent emportant avec elles douze millions en or. Le bruit se répandit que le comte de Provence et le roi voulaient en faire autant. Ceux-ci jurèrent qu'ils n'avaient aucune envie de s'en aller. Malgré cela, les soupçons persistaient : tous les jours il y avait des manifestations contre les aristocrates et finalement les députés furent obligés de présenter une loi contre l'émigration. Or, le jour où l'assemblée délibérait sur cette loi, une grande foule de gardes-nationaux et







d'ouvriers remontait le faubourg en criant: "A Vincennes ! On enlève le roi !". J'aperçus Santerre, le sabre au côté, puis Michu armé d'une pique, un pistolet à la ceinture. Celui-ci nous apprit qu'on avait découvert un souterrain reliant le donjon de Vincennes au château des Tuileries et par lequel les conjurés devaient faire fuir Louis XVI. Mon patron, Laurier, Lance et moi, nous allâmes grossir la colonne. Santerre haranguait la foule, sa voix de tonnerre nous arrivait par-dessus le roulement des tambours: "Peuple !... Une forteresse du despotisme te menaçait: la Bastille. Tu l'as prise! une autre te menace: Vincennes!...".







A la hauteur de la barrière du Trône, nous vîmes subitement étinceler les baïonnettes de la garde nationale. Nous nous trouvâmes, en un clin d'oeil, enveloppés par plusieurs bataillons et refoulés en désordre sur le faubourg, où nous nous dispersâmes, la lutte étant impossible. Nous étions tombés dans un piège tendu par les royalistes, car tandis que les révolutionnaires et gardes nationaux se portaient sur Vincennes, des centaines d'aristocrates se glissaient dans les Tuileries pour enlever le roi. Malheureusement pour eux, Lafayette fut informé et accourut suivi de plusieurs bataillons. La plupart furent arrêtés, fouillés et trouvés porteurs de pistolets et couteaux de chasse. Ces *chevaliers du poignard* comme on les surnomma depuis furent jetés à la porte des Tuileries avec force bourrades par les gardes nationaux





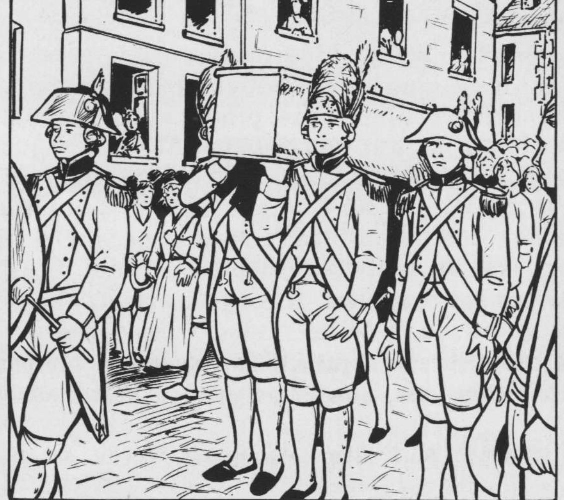


furieux d'être mis ainsi sur les dents. Beaucoup en rirent mais on voyait bien que la partie ne tarderait pas à s'engager plus sérieusement.

Un mois s'était écoulé depuis notre tentative sur Vincennes lorsque Lance rentra dans l'atelier et nous apprit : "Mirabeau est mourant !". Malgré nos désillusions sur le compte du grand tribun, nous nous sentîmes consternés. Les preuves de sa trahison n'avaient pas encore été découvertes et nous ne vîmes que le lutteur superbe qui disparaissait d'une arène où il avait, depuis près de deux ans, renversé tous ses adversaires. Mirabeau mourut le 2 avril et aussitôt le bruit se répandit qu'il avait été empoisonné. Le lendemain, l'Assemblée décida que l'église Sainte-Geneviève serait érigée en Panthéon pour y recevoir les restes des grands hommes et que ceux de Mirabeau y seraient portés. Tout Paris prit part aux funérailles. De cinq heures du soir jusqu'à minuit, trois à quatre cent mille hommes, à la lueur des torches, défilèrent derrière le char. "Est-ce la Monarchie ou la Révolution qu'on vient d'enterrer?" me dit le père Maréchal en prenant mon bras pour revenir au faubourg.









LA GUERRE QUI VIENT

TEMPS FUTURS, VISIONS SUBLIMES...

Les civils seront-ils contraints d'avoir des masques contre les gaz ?

Londres, 26 juillet. — Demain, M. C. G. Ammon parlera à la Chambre des Communes de la guerre aérienne.

Il demandera au Gouvernement de voter une loi rendant obligatoire la possession d'un masque à gaz. « Cette mesure est indispensable, a déclaré dans son rapport l'auteur de cette interpellation, car, en cas de guerre, d'un moment à l'autre, une ville peut être anéantie par des gaz lancés par avions.

« En créant cette obligation du masque, les municipalités, à des périodes fixes — trois ou quatre fois par an — feront passer les populations dans des chambres à gaz afin de bien leur apprendre à s'en servir. »

(*Paris-Soir*.)

HOMME, FEMME,

LIS CECI, ce n'est pas une Profession de Foi politique

C'EST BEAUCOUP PLUS GRAVE :

C'est ta Vie, celle de tes Enfants qui est en danger.

LIS, te dis-je, Médite, Agis avant qu'il ne soit trop tard !

« Science sans conscience n'est que ruine de l'âme », écrit Rabelais. Mais la Science a progressé depuis et, si la conscience ne se réveille pas en l'homme, la Science ne ruinera pas seulement l'âme.

Si l'homme reste assez vil pour laisser faire les gouvernements et pour obéir à ceux qui ont assez peu de conscience pour se prétendre des chefs ; s'il reste l'être discipliné qui se laisse mener en troupeaux et en armées, c'est l'humanité même qui, grâce à la Science, fera hara-kiri.

Et voici, d'après la **National Zeitung** *de Bâle, comment le grand suicide du genre humain risque de commencer :*

La guerre vient brusquement d'être déclarée.

Aucune difficulté urgente, insoluble, ne semblait la rendre imminente. Au contraire, les dernières nouvelles étaient plutôt rassurantes.

La condamnation à mort de l'Europe n'est connue du gouvernement que depuis cinq minutes. La presse n'en sait encore rien, le public non plus.

Les rues sont remplies d'une foule anxieuse, excitée, mais qui ne se doute de rien.

Tout à coup, une odeur de violette d'abord légère, puis insupportable, envahit les rues et les places. Déjà l'air n'est plus respirable.

Qui ne réussit pas à s'enfuir à temps — et bien peu y réussissent — devient rapidement aveugle, perd connaissance, s'effondre sur le sol et étouffe.

Le ciel est parfaitement serein, bleu, sans nuage. Aucun avion en vue.

Cependant, à quatre ou cinq mille mètres au-dessus du sol, hors de la portée de la vue et de l'ouïe, une escadrille évolue, sans pilote, sous l'action d'ondes hertziennes, et laisse couler sur le sol sa charge de gaz lacrymogène (le gaz le plus « humain ») ou de lewisite, moins agréable déjà, ou même de bichlorure d'éthyle sulfuré, le gaz moutarde, roi des poisons.

La guerre des gaz a commencé ! L'action du gaz moutarde, dernier cri de la technique moderne, ne saurait être décrite en termes trop atroces. Des dix-sept espèces de gaz utilisées jusqu'ici avec succès, c'est de beaucoup la plus parfaite. C'est la mort même.

Aucun masque ne protège contre lui. Il ronge les chairs. Et, s'il ne tue pas tout de suite, il produit des brûlures que trois mois ne suffisent pas à guérir.

Pendant des mois, les objets sur lesquels il se sera déposé tueront comme lui. Lorsqu'une région a été saturée par le gaz, chaque pas, chaque poignée de porte, chaque couteau à pain reste pendant des mois mortel.

Les aliments ne peuvent plus être consommés. L'eau est empoisonnée. Toute vie se trouve anéantie.

Encore deux ou trois guerres utilisant de tels progrès et il ne restera plus personne pour dire : « Je n'ai pas voulu cela. »

HAN RYNER.